



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/335
S/1996/724
6 septembre 1996
FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE
ESPAGNOL/FRANÇAIS/
RUSSE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante et unième session
Point 15 c) de l'ordre du jour provisoire*
ÉLECTION AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS DANS
LES ORGANES PRINCIPAUX : ÉLECTION DE
CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

Curricula vitae des candidats présentés par
des groupes nationaux

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	2
II. CURRICULA VITAE	3
AZIMOV Murat Karimovich	3
BEDJAOUI Mohammed	5
GÜNEY Mehmet	27
KOOIJMANS Pieter Hendrik	31
ORREGO VICUÑA Francisco	35
PASTOR RIDRUEJO José Antonio	44
REZEK Francisco	50
ROBINSON Patrick Lipton	52
SCHWEBEL Stephen M.	62
SHAHABUDEEN Mohamed	64
VERESHCHETIN Vladlen Stepanovich	70

* A/51/150.

I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitae des candidats présentés par les groupes nationaux pour l'élection de cinq juges de la Cour internationale de Justice qui aura lieu pendant la cinquante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale. La liste des candidatures à ces élections figure dans le document A/51/334-S/723. La composition de la Cour et la procédure à suivre pour le scrutin à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sont exposées dans un mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/51/333-S/722.

CURRICULA VITAE

AZIMOV, Murat Karimovich

(Ouzbékistan)

[Original : anglais]

Renseignements personnels

Date de naissance : Novembre 1944.

Lieu de naissance : Ville de Namangan (Ouzbékistan).

Nationalité : Ouzbek.

Situation de famille : Marié; deux enfants.

Études :

Institut électronique de Leningrad, 1962-1965.

Université d'État de Tachkent, Faculté de droit (LLM), 1973.

Institut de droit de Moscou (LLD), 1980.

Langues :

Ouzbek (langue maternelle), russe (très bonne connaissance), anglais.

Carrière :

1970-1974 Instructeur au Comité central de l'Union de la jeunesse

1974-1994 Assistant/Maître de conférences/Professeur assistant en droit
civil à l'Université d'État de Tachkent

Depuis 1995 : Vice-Président de la Cour économique suprême de la République
d'Ouzbékistan

Principaux domaines de spécialisation :

Problèmes généraux de codification et d'élaboration du droit civil, de la
procédure civile, de la procédure d'arbitrage international

Publications :

Plus de 30 livres, articles et avis sur des questions juridiques, parus (ou sous
presse) en Ouzbékistan, Kazakstan et Fédération de Russie; notamment :

Les problèmes de la participation du ministère public à l'élaboration de la
procédure relative aux affaires de logement (Moscou, 1980).

/...

Actes de procédure en droit civil (Tachkent, 1982).

Législation de la jeunesse et de la famille (Tachkent, 1987).

Fondement constitutionnel du droit civil (Tachkent, 1989).

Recommandation de méthodes en matière de procédure civile (Tachkent, 1990).

Compétence des tribunaux économiques (Tachkent, 1994).

La législation de la faillite a commencé à porter ses fruits (Tachkent, 1996).

Loisirs :

Tennis, natation, musique classique.

Adresse permanente :

700029, Tachkent, rue G.Lopatin, 68-17A, ph. 39-48-33.

BEDJAOUI, Mohammed

(Algérie)

[Original : français]

Né le 21 septembre 1929 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie).

Diplômes et titres

Licencié en droit (1951).

Titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (C.A.P.A.) (1951).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de l'Université de Grenoble (1952).

Diplômé d'études supérieures de droit public, Grenoble (1952).

Diplômé d'études supérieures d'économie politique, Grenoble (1953).

Docteur en droit (1956) – thèse sur "Fonction publique internationale et influences nationales".

Lauréat de la faculté de droit de Grenoble (concours de droit civil et de droit commercial, 1951).

Lauréat de l'Association des amis de l'Université de Grenoble. Prix de thèse (1957).

Lauréat de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace). Prix de l'organisation internationale (1956).

Fonctions nationales

Avocat stagiaire près la Cour d'appel de Grenoble, France (1951-1953).

Stagiaire, puis attaché de recherches au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), France (1956-1958) (section de droit international).

Conseiller juridique du Gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A) (1958-1961).

Directeur de cabinet du Président de l'Assemblée nationale constituante à Alger (septembre-novembre 1962).

Secrétaire général du Gouvernement, Alger (novembre 1962-décembre 1964).

Président du Conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer algériens (S.N.C.F.A) (juin-décembre 1964).

Doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'Alger (octobre 1964-octobre 1965).

/...

Ministre de la justice, Garde des sceaux (décembre 1964-juillet 1970).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne auprès de la République française (décembre 1970-septembre 1979).

Délégué permanent de l'Algérie auprès de l'UNESCO (janvier 1971-septembre 1979).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (septembre 1979-mars 1982).

Membre du Comité central du Parti du Front de libération nationale (1979-1982).

Activités scientifiques

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (1965-1982).

Rapporteur spécial de la Commission du droit international pour la "succession d'États dans les matières autres que les traités" (1967-1981) (13 rapports).

Membre honoraire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye (1969).

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre de l'Institut de droit international (1977).

Membre du bureau de l'Académie diplomatique internationale, Paris.

Membre de l'Association des amis d'Henri Rolin, Bruxelles.

Ancien membre du jury du Prix des ambassadeurs, Paris (1976-1979).

Enseignant à l'Académie de droit international de La Haye en 1970 et en 1976 et à la treizième session extérieure de l'Académie de droit international, Tunis (1982).

Un grand nombre de cours, leçons et conférences donnés dans des universités, des fondations, des centres ou des instituts d'études dans les pays suivants : Algérie, Belgique, Canada, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis, France, Gabon, Inde, Italie, Mali, Maroc, Pays-Bas, Pologne, Suisse, Tunisie et Uruguay.

Participation à divers séminaires, colloques, panels, etc., sur le droit international public dans des cadres extra-universitaires (UNESCO, CICR, organisations internationales ou régionales).

Membre d'honneur de l'Indian Society of International Law.

Membre du Conseil scientifique de l'Institut du droit économique de la mer de Monaco.

Membre d'honneur de l'Union des associations internationales, Bruxelles.

Membre d'honneur de l'Institut panafricain de relations internationales (I.P.R.I.) [Panafrican Institute of International Relations (P.A.I.I.R.)], Genève.

Membre du Conseil d'administration de la Fondation pour les études internationales, Université de Malte (Institut méditerranéen, Institut international pour l'environnement, Institut international des océans), La Vallette.

Président de l'African Society of International and Comparative Law, Londres et Banjul (1991-).

Vice-Président de l'Association africaine de droit international; fondateur de l'Annuaire africain de droit international et membre de son Editorial Advisory Board, Genève, Vienne (1986-).

Membre de l'Association euro-arabe de juristes (ASBL), Bruxelles.

Vice-Président de la Fondation Indira Gandhi pour la coopération internationale et la paix, Genève (1986-).

Membre de l'Association mondiale pour les relations internationales (World Association for International Relations), Athènes, et membre de son Conseil régional africain.

Membre-correspondant étranger de l'Académie malgache, Antananarivo (1988-).

Membre-correspondant de l'Asociación Argentina de Derecho Internacional (1989-).

Membre du Comité directeur de la revue Arab Law Quarterly (1992-).

Membre du Curatorium international de l'Institut de droit international de Moscou (1992-).

Membre du Comité international consultatif de l'Institut chinois de droit international, Beijing (1993-).

Membre du Conseil scientifique de la Fondation Charles de Gaulle, 5, rue de Solférino, Paris (1993-).

Membre du Comité de parrainage de l'Université euro-arabe itinérante (1993-).

Membre du Comité des sages de la Commission permanente méditerranéenne sur les droits de l'homme, Rome (1994-).

Membre du Comité pour les études méditerranéennes, Sassari, Italie (1994-).

Membre de la Commission mondiale indépendante pour les mers et océans (1994-).

Membre du Board of Recommendation du Leiden Journal of International Law (1995-).

Membre du Comité de rédaction de la Revue internationale des sciences administratives (RISA), Bruxelles (1993-).

Fonctions internationales

Coprésident de la Commission d'enquête des Nations Unies en République islamique d'Iran dans l'affaire des otages américains, Téhéran (février-mars 1980).

Vice-Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, New York (1979-1982).

Président du Groupe des 77, Organisation des Nations Unies, New York (1981-1982).

Président du Comité pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, Organisation des Nations Unies, New York (1980-1982).

Membre, représentant l'Algérie, de la délégation de six ministres des affaires étrangères mandatés par le Sommet de l'OUA pour visiter les cinq pays occidentaux membres du Groupe de contact sur la Namibie (août-septembre 1981).

Président de missions de consultations sur la Namibie en Argentine, en Colombie, en Équateur, au Guyana, au Mexique et au Pérou, au nom du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (1980-1982).

Membre de la Commission indépendante pour les questions humanitaires internationales, Genève (1983-1986).

Cour internationale de Justice : juge à la Cour (1982-1984), Président d'une Chambre (1984-1987), Président de la Cour (1994-).

Expert-Conseil juridique des Nations Unies à la Conférence diplomatique des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, dettes et archives d'État, Vienne (1983).

Membre du Tribunal arbitral international des sports, Lausanne.

Membre du Tribunal arbitral pour la délimitation de la frontière maritime entre la Guinée et la Guinée-Bissau, La Haye.

Membre du Tribunal arbitral pour la délimitation de la frontière maritime entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, Genève.

Arbitre ou président dans divers arbitrages internationaux.

Membre élu du Groupe de 21 personnalités constituant un "Forum de réflexion" de l'UNESCO (1992-).

Membre de la Commission internationale de juristes, Genève (1993-).

Membre du jury du Albert Schweitzer Prize, États-Unis d'Amérique (1980-).

Membre du jury du Prix international Felix Houphouët-Boigny pour la paix, UNESCO (1991-).

Membre du Panel of Conciliators & Arbitrators of International Center for Settlement of Investment Disputes, Washington (1994-).

Membre du Conseil international pour un progrès global de la santé, France (1994-).

Membre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO, Paris (1993-).

Membre de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (1995-).

Membre de l'Independent World Commission for the Oceans, présidée par S. E. M. Mario Soarès, Président de la République du Portugal (1995-).

Missions

Membre de la délégation du Front de libération nationale d'Algérie à New York à la onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (janvier 1957).

Expert juridique de la délégation du Gouvernement provisoire en exil de la République algérienne (GPRA) aux négociations algéro-françaises d'Évian et de Lugrin (mai et juillet 1961) pour l'indépendance de l'Algérie.

Membre de la délégation algérienne à la vingt-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'examen de l'admission de l'Algérie aux Nations Unies, New York (octobre 1962).

Membre de la délégation algérienne à la Conférence des chefs d'États sur le conflit frontalier algéro-marocain, Bamako (1963).

Secrétaire général de la deuxième Conférence afro-asiatique, Alger (juin et octobre 1965).

Membre de la délégation algérienne au troisième Sommet de l'OUA, Addis-Abeba (novembre 1966).

Président de la délégation algérienne, représentant le chef de l'État algérien au quatrième Sommet de l'OUA, Kinshasa (septembre 1967).

Membre de la délégation algérienne au cinquième Sommet de l'OUA, Alger (septembre 1968).

Chef de la délégation algérienne à la cinquantième session du Conseil des ministres de la Ligue des États arabes, Le Caire (septembre 1968).

Membre de la délégation algérienne à la quatrième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, Alger (août-septembre 1973).

Chef de la délégation algérienne à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités, Vienne (1977).

Chef de la délégation algérienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (1976, 1978 et 1980) et Genève (1979 et 1980).

Chef adjoint de la délégation algérienne aux trente-deuxième, trente-quatrième et trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (1977, 1979 et 1980).

Chef de la délégation algérienne aux trente-troisième et trente-sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (1978 et 1981).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, Colombo (juin 1979).

Chef adjoint de la délégation algérienne aux trente-troisième et trente-quatrième sessions du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, Monrovia (juillet 1979) et Freetown, (juin 1980).

Chef de la délégation algérienne à la trente-cinquième session du Conseil des ministres de l'OUA, Nairobi (juin 1981).

Membre de la délégation algérienne aux seizième, dix-septième et dix-huitième Sommets de l'OUA, Monrovia (juillet 1979), Freetown (juillet 1980) et Nairobi (juin 1981).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la Conférence ministérielle préparatoire et membre de la délégation au sixième Sommet des pays non alignés, La Havane (août-septembre 1979).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la réunion ministérielle des pays non alignés, New Delhi (février 1981).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés sur la Namibie, Alger (avril 1981).

Président du Groupe des 77 et membre et porte-parole officiel de la délégation algérienne au "Sommet de Cancun" (réunion internationale sur la coopération et le développement).

Prix et distinctions

Prix de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace) (Organisation internationale, Genève, 1956).

Prix des Amis de l'Université de Grenoble "Prix de thèse", Grenoble (1957).

Prix de l'amitié franco-arabe, Paris (1979).

World Diplomat Award, E.W. Thurston Junior High School, Westwood, Mass. (États-Unis) (1981).

Docteur honoris causa, Osmania University, Hyderabad (Inde) (1985).

Prix de la Paix des médias méditerranéens (Mediterranean Media Peace Award), Malte (1987).

Docteur honoris causa, Université d'Aix-en-Provence (janvier 1994)

Docteur honoris causa, Université libre de Bruxelles (ULB) (1994).

Prix d'honneur du "Concours Jean Pictet", sur le droit international humanitaire.

"Prix maghrébin de la Culture", décerné par le Président de la Tunisie, Tunis (1995).

Décorations

Ordre du Mérité alaouite, Maroc (1963).

Ordre de la République, Égypte (1963).

Commandeur de la Légion d'honneur, France (1979).

Ordre de la Résistance, Alger (1984).

Officier de l'Ordre national du Mali, Bamako (1987).

Ordre du Mérite décerné à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie (1987).

Publications

Fonction publique internationale et influences nationales, Dotation Carnegie pour la paix internationale, Londres, Stevens and Sons; New York, Praeger; Paris, Pedone, 1958, 674 pages.

"Jurisprudence comparée des tribunaux administratifs internationaux en matière d'excès de pouvoir", Annuaire français de droit international, Paris, 1956, p. 482 à 496.

"Le syndicalisme des fonctionnaires internationaux", Annuaire français de droit international, Paris, 1957, p. 435 à 448.

"Jurisprudence administrative internationale (Tribunal administratif de l'ONU, Tribunal administratif de l'OIT, Commission de recours de l'Organisation européenne de coopération économique, 1956-1957)", Journal de droit international, Paris, 1959, No 1, p. 208 à 251.

La révolution algérienne et le droit, Bruxelles, 1961, éd. française (262 pages) et anglaise (260 pages), par l'Association internationale des juristes démocrates; éd. arabe (415 pages), 1963; Damas, Ministère de la Culture.

Traités et conventions de l'Algérie, sous la direction de Mohammed Bedjaoui, Secrétaire général du Gouvernement, présidence de la République :

Vol. 1, Accords algéro-français, décembre 1963; 319 pages

Vol. 2, Pays arabes, mars 1964, 2423 pages

Vol. 3, Organisations internationales, mai 1964, 390 pages

"L'évolution institutionnelle de l'Algérie depuis l'indépendance". Union académique internationale pour un corpus constitutionnel, tome I, fascicule 1, E.J. Brill éditeur, Leyde, Pays-Bas, 1968, p. 163 à 201.

La question palestinienne, éd. française originale, Alger, Imprimerie du Ministère de la justice, 1968, et Société nationale d'éducation et de distribution (SNED), 237 pages; éd. anglaise : The Palestine Question; Beyrouth, the Institute for Palestines Studie, 1968, 203 pages; éd. arabe : Al-Qadia Al-Falistinia, Beyrouth, The Institute for Palestine Studies, 1968; éd. allemande : Die Palästina-Frage, 1969, 189 pages, Imprimerie Seidl, 5302 Beuel, Postfach 104; éd. espagnole, Buenos Aires, 1969.

"La réforme communale en Algérie", Revue juridique et politique. Indépendance et coopération, Paris, 1969.

"L'organisation judiciaire algérienne", Revue juridique et politique. Indépendance et coopération, Paris, 1969.

"La succession d'États en matière de droits et devoirs dérivant de sources autres que les traités", Premier rapport à la vingtième session de la Commission du droit international, doc. A/CN.4/204, 5 avril 1968, Annuaire de la Commission du droit international, 1968, vol. II, p. 96 à 119.

"Les droits acquis économiques et financiers et la succession d'États", deuxième rapport, doc. A/CN.4/216/Rev. 1, 2 mai 1969, Annuaire de la Commission du droit international, 1969, vol. II, p. 70 à 102.

"La succession d'États en matière autre que les traités : projets d'articles, avec commentaires, sur la succession en matière de biens publics", troisième rapport, doc. A/CN.4/226 du 24 mars 1970, Annuaire de la Commission du droit international, 1970, vol. II, p.143 à 182.

"Projets d'articles avec commentaires et observations sur la succession d'États aux biens publics", quatrième rapport à la Commission du droit international, doc. A.CN.4/247 et Add.1, avril 1971, Annuaire de la Commission du droit international, 1971, vol. II, première partie, p. 167 à 201.

"Pour un nouveau droit social international", Annuaire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye, 1969, vol. 39, p. 17 à 28.

"Algeria", dans International encyclopaedia of comparative law, Max Planck-Institut für ausländisches und internationales privatrecht, Hambourg, vol. I, 1970, p. A-17 à A-28.

"Problèmes récents de successions d'États dans les États nouveaux", Cours donné à l'Académie de droit international, Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, vol. 130, 1970, p. 453 à 585.

"La succession d'États en matière autre que les traités : biens publics", cinquième rapport, doc. A/CN.4/259, Annuaire de la Commission du droit international, 1972, vol. II, p. 67 à 75.

"L'affaire de Namibie", Dictionnaire diplomatique, Paris, Académie diplomatique internationale, vol. VIII, 1973, p. 567 à 576.

"Le règlement des différends dans le cadre de l'OUA", Annuaire français de droit international, Paris, 1972, p. 85 à 99.

"La quatrième conférence d'Alger des pays non alignés", Dictionnaire diplomatique, Paris, Académie diplomatique internationale, 1974, vol. IX.

"Projets d'articles avec commentaires sur la succession en matière de biens publics", sixième rapport, doc. A/CN.4/267; 20 mars 1973, Annuaire de la Commission du droit international, 1973, vol. II, p. 3 à 72.

"La succession d'États en matière autre que les traités : projets d'articles avec commentaires sur la succession en matière de biens d'État", septième rapport, doc. A/CN.4/282, juillet 1974; Annuaire de la Commission du droit international, 1974, vol. II, première partie, p. 93 à 118.

"Le droit des peuples et les matières premières : une réelle espérance", Le monde diplomatique, mai 1974, p. 7.

"L'évolution institutionnelle de l'Algérie depuis l'indépendance", deuxième partie, Union académique internationale pour un corpus constitutionnel, tome 1, fascicule 2, éd. EJ Brill, Leyde, Pays-Bas, 1975, p. 163 à 201.

"Affaire du Sahara occidental", plaidoiries, parues dans CIJ, Affaire du Sahara occidental, avis consultatif du 16 octobre 1975, mémoires et plaidoiries, vol. IV, p. 448 à 509, vol. V, p. 302 à 322.

"L'inspection internationale dans le cadre des opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix", dans L'inspection internationale, ouvrage collectif sous la direction de Georges Fischer et Daniel Vignes, éditions Bruylant, Bruxelles, 1976, p. 25 à 57.

"L'Algérie dans la lutte pour le développement du Tiers-monde", Annuaire du Tiers-monde, tome 1er, Paris, 1976.

"La succession d'États en matière autre que les traités : projets d'articles, avec commentaires, sur la succession en matière de biens d'État", huitième

rapport, doc. A/CN.4/292, Annuaire de la Commission du droit international, 1976, vol. II, première partie, p. 59 à 115.

"Droit de la mer", dans Vers un nouvel ordre international. Actes de la session commune du Club de Rome et de l'Institut international des océans, Alger, 25-28 octobre 1976, p. 73 à 85.

"Quelques aspects de l'expérience algérienne dans le domaine de l'indépendance nationale", dans Les conditions de l'indépendance nationale dans le monde moderne. Actes du Colloque international tenu à l'Institut Charles de Gaulle les 21, 22 et 23 novembre 1975, Paris, éditions Cujas, 1977, p. 79 à 92.

"Projets d'articles, avec commentaires, sur la succession d'États en matière de dettes d'États", neuvième rapport, doc. A/CN.4/301 et Add.1, Annuaire de la Commission du droit international, 1977, vol. II, première partie, p. 49 à 126.

"Non-alignement et droit international", cours donné en 1976 à l'Académie de droit international, Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, 1976, vol. 151, p. 335 à 456.

"Aspects internationaux de la nouvelle Constitution algérienne", Annuaire français de droit international, 1977, p. 75 à 94.

Terra nullius "droits" historiques et autodétermination, La Haye, Sijthoff, 1975, 87 pages.

Pour un nouvel ordre économique international, Paris, UNESCO, 1978, 295 pages, ouvrage ouvrant une collection de l'UNESCO intitulée : Nouveaux défis au droit international; traduction anglaise, Paris, UNESCO, New York et Londres chez Holmes and Meier Publishers, 1979, 287 pages; traduction espagnole, Ediciones Sigueme, 1979, 221 pages; traduction portugaise, Editorial Presença, Portugal et Libraria Martins Fontes, Brésil, 284 pages; traduction arabe, Alger, Société nationale d'éducation et de distribution (S.N.E.D.), 1981, 390 pages et Damas, 1984, 415 pages, publications du Ministère de la culture et de l'orientation nationale de Syrie; édition indonésienne, Éditions Gunung Agung, Jakarta, 1983, 319 pages; édition chinoise, Beijing, 279 pages.

"L'asile en Afrique", rapport présenté en janvier 1979 à Arusha (Tanzanie), à la réunion d'experts préparatoire à la Conférence africaine sur le problème des réfugiés.

"Succession d'États en matière autre que les traités : projets d'articles, avec commentaires, sur la succession d'États en matière d'archives d'État", onzième rapport présenté à la Commission du droit international, Genève, mai 1979 (A/CN.4/322 et Add.1 et 2), Annuaire de la Commission du droit international, 1979.

"Les travailleurs étrangers et le droit international", dans Colloque de la Société française pour le droit international (Clermont-Ferrand, rapport général "Ordres juridiques et statut des travailleurs étrangers").

"Le statut des travailleurs algériens en France", dans Annales de la faculté de droit et de science politique de l'Université de Clermont-Ferrand I, année 1978, fascicule 15, p. 607 à 625.

Projet d'articles sur "succession d'États en matière d'archives d'État", douzième rapport présenté à la Commission de droit international, Genève, mai 1980 (A/CN.4/333), Annuaire de la Commission du droit international, 1980, vol. II, p. 1 à 12.

"Succession d'États en matière autre que les traités", treizième rapport présenté à la Commission de droit international, Genève, juin 1981 (A/CN.4/345 et Add.1, 2 et 3), Annuaire de la Commission du droit international, 1981, vol. II, première partie, p. 3 à 42.

Lumière de la Saoura, Paris, Éditions Delroisse, Vilo, 1980, 118 pages.

"Éduquer au dialogue des civilisations" dans Mohammed Bedjaoui, Dom Helder Camara, Roger Garaudy, Joseph Ki-Zerbo, Aurelio Pevcei, Han Suyin et Lucine Morin : Éduquer au dialogue des civilisations, Éditions du Sphinx, Québec, Canada, 1983, p. 46 à 66.

Promesses de l'Islam par Roger Garaudy, Paris, Éditions du Seuil, 1981, 180 pages; préface p. 7 à 14.

"Un point de vue du tiers-monde sur l'organisation internationale", Le concept d'organisation internationale, publié par l'UNESCO, sous la direction du professeur Abi-Saab, UNESCO, 1981, p. 223 à 292.

"No development without peace, no peace without development", International Foundation for development alternatives, Nyon (Suisse), IFDA dossier 27, janvier-février 1982, p. 55 à 62.

"Rémanences de théories sur la 'souveraineté limitée' sur les ressources naturelles", dans New directions in international law, essais en l'honneur de Wolfgang Abendroth, Festschrift zu seinem 75, Geburtstag, Campus Verlag, Francfort, New York, 1982, p. 63 à 77.

"Souveraineté permanente sur les ressources et inégale répartition géographique des richesses du globe", avant-propos au livre de Dominique Rosenberg : Le principe de souveraineté des États sur les ressources naturelles, 1983, Paris, Bibliothèque de droit international.

"L'interpellation permanente", préface au livre du Président de la République de Madagascar, S. E. Didier Ratsiraka : Stratégies pour l'an 2000. Du tiers-monde à la troisième puissance mondiale, Éditions Afrique-Asie-Amérique latine, Paris, 1983, p. 23 à 39.

"The non-aligned States", dans Encyclopaedia of Public International Law, Max Planck Institute, Heidelberg, 1985, vol. 9, p. 270 à 276.

"Les négociations globales", dans Droits et libertés à la fin du XXe siècle : influence des données économiques et technologiques. Études offertes à Claude-Albert Colliard, Paris, Pedone, 1984, p. 35 à 58.

"L'admission d'un nouveau membre à l'Organisation de l'Unité africaine", Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Méthodes d'analyse du droit international, Mélanges en l'honneur de Charles Chaumont (Paris, Pedone, 1984), p. 35 à 58.

"Les aspects récents de l'immunité de juridiction et d'exécution des États", observations sur l'exposé préliminaire de Ian Brownlie à la quatorzième Commission de l'Institut de droit international, Annuaire de l'Institut de droit international, vol. 62:II, session du Caire, 1987, p. 105 à 124.

"Le prince souverain dans la cité associative sous l'empire de la solidarité universelle", International Transnational Associations/Associations transnationales internationales, Bruxelles, 1985, No 2, p. 68 à 76 et No 3, p. 137 à 142.

"Éléments pour une charte de déontologie de l'espace. Activités militaires et civiles dans l'espace extra-atmosphérique", table ronde sur la déontologie de l'espace, UNESCO, Paris, 16 décembre 1983.

"L'avenir du droit international dans un monde multiculturel", intervention au Colloque de l'Académie de droit international de La Haye/Université des Nations Unies, La Haye, 17-19 novembre 1983, éd. Martinus Nijhoff, 1984, p. 192 à 198.

"Dimensions internationales des problèmes de développement", communication à l'Advisory Council for Scientific Research in Development Problems, Amsterdam. La Haye, septembre 1984.

"La victoire diplomatique et politique de l'Algérie du 20 juin 1960 (petite et grande histoire de l'adhésion de l'Algérie combattante aux Conventions de Genève de 1949 sur le droit humanitaire)", Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, Alger, vol. 21, No 4, décembre 1984, p. 779 à 798.

"Victoire diplomatique et militaire de l'Algérie du 20 juin 1960. Histoire de l'accession de l'Algérie à la Convention de Genève sur le droit humanitaire international", dans revue Ath-Thaqâfa, revue mensuelle du Ministère de la culture, Alger, No 83, septembre-octobre 1984, p. 127 à 145 (en arabe).

"Right to development and jus cogens", dans The Charter of Economic Rights and Duties of States. Ten Years of Implementation, premier séminaire yougoslave international, Belgrade, 11-13 avril 1985, Institut de politique et d'économie internationales, Belgrade, 1986, p. 43 à 68.

"Quelques remarques sur les dimensions nouvelles de la criminalité et de la prévention du crime dans le contexte du développement : problèmes pour l'avenir", deux communications à la Réunion internationale de personnalités éminentes pour la préparation du VIIIe Congrès des Nations Unies pour la

prévention du crime et le traitement des délinquants, New Delhi, 22-26 avril 1985.

"Paix, désarmement, développement", allocution prononcée à l'Indian Society of International Law et à l'Indian Council for Cultural Relations, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, New Delhi, octobre 1985.

"Commentaire général de l'Article 1 (Buts et principes) de la Charte des Nations Unies", dans La Charte des Nations Unies, sous la direction de Jean-Pierre Cot et Alain Pellet, éd. Economica (Paris) et Bruylant (Bruxelles), 1985, p. 22 à 30 (et traductions anglaise et japonaise).

"Commentaire de l'Article 73", *ibid.*, p. 1061 à 1075 (également en traductions anglaise et japonaise).

"The ethical framework of modernization in contemporary society", allocution prononcée au Forum de Tokyo sur "Ethics of Human Survival", Actes, National Institute for Research Advancement, Tokyo, International Conference Report Series 1, 1985, p. 31 à 35.

"The right to development and jus cogens", Lesotho law journal, vol. 2, No 2, 1986, p. 93 à 129.

"Les ressources alimentaires essentielles en tant que 'patrimoine commun de l'humanité'", Revue algérienne des relations internationales, No 1, premier trimestre 1986, p. 15 à 35 (Alger, Office des publications universitaires).

"Are the world's food resources the common heritage of mankind?", The Indian Journal of International Law, vol. 24, No 4, octobre-décembre 1984, p. 459 à 467.

"Europeans and Arabs: helps and hindrances to dialogue. Cultural interchange or dispossession?", dans Europeans and Arabs in a dialogue, The Lutfia Rabbani Foundation, La Haye, 1985, p. 47 à 59.

"Les aspects institutionnels et juridiques de la création d'une communauté économique africaine", communication au Colloque tenu par l'Organisation de l'unité africaine sur la création d'une communauté économique africaine, Arusha (République-Unie de Tanzanie), 4-7 septembre 1985; et documents de l'OUA (OAU/COLL/AEC (I), document 9; OAU/COLL/AEC (I) Rapport et EDECO/EC/26/1969.85).

"Dimensions politiques et socio-économiques de la communauté économique africaine", communication au Colloque tenu par l'Organisation de l'unité africaine sur la création d'une communauté économique africaine, Arusha (République-Unie de Tanzanie), 4-7 septembre 1985; documents de l'OUA (OUA/COLL/AEC (I), document 14; OUA/COLL/AEC (I) rapport et EDECO/EC/26/1969.85).

"Actualité et avenir du jugement de Nuremberg", dans Conférence internationale pour la célébration du quarantième anniversaire de l'ouverture du procès de Nuremberg, 23-24 novembre 1985.

La famine. Mieux comprendre, mieux aider. Rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, préface de Léopold Sédar-Senghor; (contribution de M. Bedjaoui à l'établissement du rapport) Paris, Berger-Levrault, collection Mondes en devenir, 1986, 166 pages; édition japonaise, 1986, 157 pages; édition italienne, préface de Mme Suzanna Agnelli, 1985, 164 pages; édition anglaise, préface de M. David Owen, membre du Parlement, 1985, 160 pages; édition américaine, préface de M. Robert McNamara, 1985, 160 pages; édition portugaise, Petropolis, Brésil, 1986, 200 pages; édition espagnole, préface de S. M. Juan Carlos I, Roi d'Espagne, Madrid, 1986, 172 pages; édition serbo-croate, préface du Président Lazar Mojsov, 1986, 176 pages; édition arabe, préface de S. A. l'Émir Talal bin Abdelaziz, Le Caire, 1986, 167 pages.

La désertification. Rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, préface du Prince Hassan bin Talal de Jordanie; (contribution de M. Bedjaoui à l'établissement du rapport) Paris, Berger-Levrault, collection Mondes en devenir, 1986, 148 pages.

La déforestation. Aspects humanitaires. Rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, préface du Prince Sadruddin Aga Khan; (contribution de M. Bedjaoui à l'établissement du rapport) Paris, Berger-Levrault, collection Mondes en devenir, 1986, 102 pages.

"Les denrées alimentaires de base, patrimoine commun de l'humanité", communication au deuxième Colloque international pour la réalisation du "Manifeste des prix Nobel : pour des décisions immédiates contre la faim et le sous-développement et pour l'affirmation du droit à la vie et à la liberté", Rome, Chambre des députés, 14-15 février 1986.

"Le rôle des Nations Unies dans l'élaboration du droit international économique", intervention au Colloque de la Société française pour le droit international, Nice, 30 mai-1er juin 1985, dans Les Nations Unies et le droit international économique, Paris, Pedone, 1986, p. 251 à 258.

"La dimension politique de la diplomatie : négociation et règlement pacifique des différends", dans Séminaire sur l'analyse et la planification de la politique étrangère pour les conseillers diplomatiques des gouvernements africains, Libreville, mars 1986 (UNITAR, New York).

Le poids des quarante ans des Nations Unies et le nouvel Ordre économique international, Colloque pour le quarantième anniversaire de l'ONU, 13-16 novembre 1985, Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay, publications de l'Institut pour les relations internationales, Montevideo, 1986.

Le discours sur les droits de l'homme : universalité et diversité, conférence à l'Institut culturel français de La Haye, publications de l'Institut, La Haye, 1986.

"Paix et développement", communication faite au Séminaire international sur la paix, Maputo, 8-12 juillet 1986.

Les apports de la jurisprudence récente de la Cour internationale de Justice, cours en 20 leçons donné aux étudiants de doctorat à Paris XIII, Université de Nanterre, 1986.

"Propos libres sur le droit au développement", dans Le droit international à l'heure de sa codification – Études en l'honneur de Roberto Ago, Milan, édité par Dott. A. Giuffrè, 1987, p. 15 à 44.

Propos hétérodoxes sur le droit au développement, Londres.

"Droit au développement et jus cogens", Annuaire de l'AAA – Yearbook of the AAA, Ressources naturelles en droit international, 1984-1985 et 1986, vol. 54, 55 et 56, p. 275 à 299.

"Un possible 'patrimoine commun de l'humanité' : les denrées alimentaires de base", in Survie, journal de "Food and Desarmament International", bimestriel d'information sur la campagne du Manifeste des prix Nobel, août 1986, No 6, p. 21 et 22.

"Le projet de création d'une communauté économique africaine : problèmes institutionnels et juridiques", Revue algérienne des relations internationales, No 3, troisième trimestre, 1986, Alger, Office des publications universitaires, p. 35 à 51.

"Un patrimoine commun de l'humanité : les denrées alimentaires de base", Journal algérien des relations internationales.

"Die Arbeit der Völkerrechtskommission zur Weiterentwicklung der Nürnberger Prinzipien", in Martin Hirsch, Norman Paech, Gerhard Stuby (éd.) : Politik als Verbrechen, 40 Jahre Nürnberger Prozesse, VSA-Verlag, Hambourg, 1986, p. 103 à 107.

"Modern war – The humanitarian challenge", rapport destiné à la Commission indépendante des questions humanitaires internationales, présenté par Mohammed Bedjaoui, préface du Président Pierre Graber, Londres, Zed Books, 1986, p. 1 à 50.

"La guerre aujourd'hui. Défi humanitaire", rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, présenté par Mohammed Bedjaoui (Le droit humanitaire à l'ère des ruptures des consensus nationaux et internationaux), préface du Président Pierre Graber, collection "Mondes en devenir", Paris, Berger-Levrault, 1986, p. 15 à 69 (traduction dans de nombreuses langues).

"Menschenrechte und Dritte Welt", in Dialektik 13, Beiträge zu Philosophie und Wissenschaften, Die Rechte der Menschen, Studien zur Dialektik (Cologne, Pahl-Rugenstein Verlag GmbH, 1987, p. 123 à 135.

"L'attitude des pays arabes à l'égard des conventions internationales sur l'arbitrage", Actes du Premier Colloque euro-arabe sur l'arbitrage, Port El Kantaoui – Tunisie, 24-27 septembre 1985, Lloyd's of London Press, 1987, Londres, New York, Hambourg, Hong-kong, p. 51 à 53.

"Les aspects récents de l'immunité de juridiction des États", observations sur le rapport de M. Ian Brownlie à l'Institut de droit international, Annuaire de l'Institut de droit international, session du Caire, vol. 62-I, 1987, A. Pédone, Paris, p. 105 à 124.

"Les voies de recours et l'exécution des sentences arbitrales étrangères dans les États arabes sous l'empire de la première, puis de la seconde convention de la Ligue arabe", communication faite au Séminaire organisé par l'Institut de droit et de la pratique du commerce international de la Chambre de commerce internationale, 13-14 octobre 1987.

"Universalisme et régionalisme au sein de la Cour internationale de Justice : la constitution des chambres ad hoc".

"Remarques sur la création de chambres ad hoc au sein de la Cour internationale de Justice", Colloque de la Société française pour le droit international sur "La juridiction internationale permanente", Lyon, 29-31 mai 1986, p. 73 à 78.

"Malta and the Mediterranean quest for peace", The Mediterranean in the New Law of the Sea (The Mediterranean Institute, Foundation for International Studies, Malte, 1987), p. 135 à 138.

"The Arbitrator: One man - three roles, Some independent comments on the ethical and legal obligations of an arbitrator", in Journal of International Arbitration, Genève, mars 1988, vol. 5, No 1, p. 7 à 20.

"L'homme aux trois visages : propos libres sur les devoirs éthiques et juridiques de l'arbitre", Euro-Arab Chambers of Commerce, Arbitrage euro-arabe II (Londres/Dordrecht/Boston, Graham et Trotman, 1987), p. 41 à 52.

"Exécution des sentences arbitrales dans les pays arabes", Businessman's Guide, Euro-Arab arbitration system (Paris, 1988), p. 58 à 60.

Responsability of States: Fault and Causal Liability", in Encyclopaedia of public international law, vol. 10, éd. par Rudolf Bernhardt (Amsterdam (Pays-Bas), 1987), p. 359 à 362.

"Hommage à Guy Ladreit de Lacharrière", in Guy Ladreit de Lacharrière et la politique juridique extérieure de la France (Paris, Masson, 1989), p. XVII et XXI.

"Classicisme et révolution dans l'élaboration des principes et règles applicables au droit de l'espace", in Espaces nouveaux et droit international, sous la direction de Mohamed Abdelwahab Bekhechi, éd. Colloque d'Oran, 11-13 décembre 1986, Université d'Oran (Alger, Office des publications universitaires, 1989), p. 55 à 78.

"Notes sur la révision de la Charte de la Ligue des États arabes", Tunis, 1988-1989 (non publié).

"Note sur les rapports de la Ligue des États arabes avec les ensembles régionaux et sous-régionaux", Tunis, 1989 (non publié).

Actes du Colloque international "L'influence de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 en France et dans le monde", Conseil régional d'Auvergne, 1990, Tables rondes, p. 73 à 96.

"'Il cherchait ailleurs ce qu'il avait déjà en lui' (Pour un partenariat effectif des opérateurs arabes et européens dans l'arbitrage commercial euro-arabe)", rapport de synthèse présenté à la séance de clôture du troisième Congrès euro-arabe d'arbitrage, Amman, 23-25 octobre 1989.

"L'arbitrage entre États et entreprises étrangères, observations de M. Bedjaoui sur le rapport de Archur T. von Mehren (Rapporteur) et Eduardo Jiménez de Arachaga (Corapporteur)", Annuaire de l'Institut de droit international (session de Saint-Jacques de Compostelle, Espagne, vol. 63-I, 1989), p. 147 à 160.

"Aurore, ou déjà crépuscule, du devoir d'assistance étrangère à peuples en danger?", préface du livre de M. Saâd Regragui, Le devoir d'assistance étrangère à peuples en danger, Marrakech, 1990.

"La difficile avancée des droits de l'homme vers l'universalité", in Universalité des droits de l'homme dans un monde pluraliste, Actes du colloque organisé par le Conseil de l'Europe, Strasbourg, avril 1989 (Conseil de l'Europe, éd. N. P. Engel, 1990), p. 35 à 51.

"Révolution et décolonisation : rapport d'identité et rapport d'exclusion, Ruptures et continuité", contribution au colloque de la Société française pour le droit international, Dijon, 1er-3 juin 1989, Révolution et droit international (Paris, Pédone, 1990), p. 373 à 419.

"L'énigme des 'principes équitables' dans le droit des délimitations maritimes", Revista Española de Derecho Internacional, vol. XLII, 1990, No 2, p. 367 à 388.

"La 'fabrication' des arrêts de la Cour internationale de Justice", Le droit international au service de la paix, de la justice et du développement, Mélanges Michel Virally (Pédone, Paris, 1991), p. 87 à 107.

"The 'manufacture' of Judgments at the International Court of Justice", Pace yearbook of international law, vol. 3, 1991, p. 29 à 61.

"Au Sud quelles menaces?", communication faite dans le cadre de l'École supérieure de guerre, Paris, in Quelle sécurité en Europe à l'aube du XXIe siècle? Actes du Forum de la 103e promotion de l'École supérieure de guerre, 10-11 avril 1991, tome 1, p. 98 à 105.

"Les aspects juridiques de la guerre du Golfe", Les aspects juridiques de la guerre du Golfe, actes du colloque des 7 et 8 juin 1991 tenu sous la direction de Brigitte Stern, Centre de droit international de Nanterre (CEDIN), Paris (éd. Montchrestien, Paris, 1991), p. 9 à 12 et 83 à 89.

International law: Achievements and prospects, publié par Mohammed Bedjaoui, (éd. Martinus Nijhoff, UNESCO, 1991), 1 276 pages.

Droit international : bilan et perspectives (rédacteur général Mohammed Bedjaoui), UNESCO et Pédone, Paris, 1991, 2 tomes, 1 361 pages; et, dans cet ouvrage, les contributions suivantes de M. Bedjaoui : "Avant-propos" et "Introduction générale", p. IX à XIII et 1 à 18; "Le droit au développement", p. 1247 à 1273; "Avenir du droit international" (avec Hubert Thierry), p. 1305 à 1317.

"Islam et Occident : nécessité mais difficulté du dialogue", conférence à l'Université Complutense de Madrid, session d'été de l'Escorial, août 1991.

"The Gulf War of 1980-1988 and the Islamic conception of international law". The Gulf War of 1980-1988. The Iran-Iraq War in International Legal Perspective (éd. par I. F. Dekker et H. H. Post), éd. Martinus Nijhoff, Dordrecht, 1992, p. 277 à 299 (publication réalisée sous les auspices de l'Institut T. M. C. Asser, La Haye, en coopération avec le Netherlands Institute of Social and Economic Law Research de l'Université d'Utrecht).

"Le Monde arabe dans l'arbitrage CCI", in L'arbitrage commercial international dans les pays arabes, Supplément spécial du Bulletin de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI, vol. 3, No 1, mai 1992, p. 7 à 20; textes anglais et arabe également disponibles.

"La portée incertaine du concept nouveau de 'devoir d'ingérence' dans un monde troublé : quelques interrogations", in Le droit d'ingérence est-il une nouvelle législation du colonialisme?, publication de l'Académie du Royaume du Maroc, collection "Sessions", Rabat, 14-15-16 octobre 1991, p. 51 à 72 (texte en français et en arabe).

"Développement et nouvel ordre mondial", rapport général au colloque d'Aix-en-Provence, in Rencontres internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, "Aspects du système des Nations unies dans le cadre de l'idée d'un nouvel ordre mondial", Paris, Pédone, 1992, p. 93 à 125.

"Le regard des cultures autres qu'européennes sur la légitimité du droit international contemporain", in L'Europe face aux défis mondiaux, Actes des journées d'études de Lille (Premier Ministre, Secrétariat général de la défense nationale, Direction de l'évaluation et de la documentation stratégiques), Paris, 1992, p. 89 à 143.

"L'évolution des conceptions et de la pratique algériennes en matière d'arbitrage international", Actes du séminaire sur l'arbitrage, Alger, 14-15 décembre 1992, Chambre national de commerce d'Alger.

"L'attitude des dirigeants algériens à l'égard de de Gaulle", in Actes des journées internationales tenues à l'UNESCO sur "De Gaulle en son siècle" (Paris, Institut Charles de Gaulle, la Documentation française et Plon), tome VI, 1992, p. 155 à 171.

Opinion dissidente de M. Bedjaoui jointe à l'ordonnance du 14 avril 1992 rendue par la Cour internationale de Justice sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la Jamahiriya arabe libyenne en l'affaire relative à des Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal

/...

de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique).

"Mythes et réalités d'une relance du règlement judiciaire des différends internationaux", communication faite au colloque d'Aix-en-Provence, in Deuxième Rencontre internationale de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, "Actualités des conflits internationaux", 5 décembre 1992, Paris, Pédone, 1993, p. 125 à 146.

"Du contrôle de la légalité des actes du Conseil de sécurité", in Mélanges offerts en l'honneur du professeur François Rigaux, Bruxelles, 1993, p. 69 à 110.

"Des fortes vérités de Cassandre aux modestes correctifs de Némésis (ou le soucis communément partagé de voir la liberté fondamentale de choisir un arbitre n'être ni un danger ni en danger)", Études de droit international en l'honneur du professeur Pierre Lalive (Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1993, p. 385 à 398.

"L'avenir de la Cour internationale de Justice", Annales de droit de Louvain, 4/1993, p. 503 à 514;

"Le nouveau droit de l'arbitrage international en Algérie", Journal du droit international (Paris, Éditions techniques S. A., 4/1993, p. 874 à 912);

"Le statut de la glace en droit international", Le droit international dans un monde en mutation, Liber Amicorum en hommage au professeur Eduardo Jiménez de Aréchaga, p. 713 à 729;

"On the efficacy of international organizations: Some variations on an inexhaustible theme...", in Towards more effective supervision by international organizations, Essays in honour of Henry G. Schermers, Vol. 1, (éd. Martinus Nijhoff, Dordrecht/Boston/Londres), p. 7 à 27;

Préface au livre de M. Shabtaï Rosenne, "The World Court. What it is and how it works", 1995, p. xi et xii;

"Traités internationaux : un contrat planétaire", Sources UNESCO, No 56, mars 1994, p. 7 et 8;

Nouvel ordre mondial et contrôle de la légalité des actes du Conseil de sécurité, préface de S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies (Bruxelles, éd. Bruylant, 1994), 634 pages;

The New World Order and the Security Council. Testing the Legality of its Acts, préface de S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, (éd. Martinus Nijhoff, 1994), 531 pages;

Nouvel ordre mondial et contrôle de la légalité des actes du Conseil de sécurité (Bruxelles, Bruylant, 1994), 634 pages.

"L'Afrique encore et toujours à l'écran?", in Les Nations Unies et le développement, le cas de l'Afrique, Rencontres internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Paris, Pédone, 1994), p. 165 à 172;

"Le génome humain comme patrimoine commun de l'humanité ou la génétique de la peur à l'espérance", Federico Mayor Amicorum Liber (Paris, UNESCO; Bruxelles, Bruylant, 1995), vol. II, p. 905 à 915;

"The reception by national courts of decisions of international tribunals", Journal of international law and politics (New York, New York University, 1995).

"Un tournant remarquable dans la législation algérienne relative à l'arbitrage commercial international", Bulletin de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI, vol. 4, No 2, octobre 1993, p. 57 à 62.

"Remarkable turning point in the Algerian law relating to international commercial arbitration", ICC International Court of Arbitration Bulletin, vol. 4, No 2, octobre 1993, p. 53 à 58;

"Challenge of arbitrators", International arbitration in a changing world, par Albert Jan van den Berg, (Deventer et Boston, Kluwer, Law and Taxation, 1994) p. 85 à 102;

"Cent ans de solitude", discours de M. Bedjaoui à la première conférence des membres de la Cour permanente d'arbitrage, Palais de la Paix, La Haye, 10-11 septembre 1993, p. 33 à 37.

"Les Nations Unies et la restauration de l'État", quatrièmes rencontres internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, colloque des 16-17 décembre 1994 (Paris, Pédone, 1995), débats sous la présidence de M. Mohamed Bedjaoui, p. 87 à 102;

"Pour une charte mondiale du travail humain et de la justice sociale", Regards sur l'avenir de la justice sociale. Mélanges à l'occasion du 75e anniversaire de l'OIT, Bureau international du Travail, Genève, 1994), p. 25 à 32;

"La place de la Cour internationale de Justice dans le système de maintien de la paix institué par la Charte des Nations Unies", déclaration de M. Bedjaoui à la séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-neuvième session, le 13 octobre 1994;

"Les organisations internationales devant la Cour internationale de Justice : bilan et perspectives", communication faite par M. Bedjaoui à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 24 octobre 1994;

"Les ressources offertes par la fonction consultative de la Cour internationale de Justice : bilan et perspective", communication faite au Congrès de droit international public, Organisation des Nations Unies, New York, 14 mars 1995;

"Le 'droit' à l'assistance humanitaire", communication de M. Bedjaoui au Colloque de l'UNESCO sur "le droit à l'assistance humanitaire", 26 janvier 1995;

Table ronde organisée par le Professeur Theodor Meron, Organisation des Nations Unies, New York, 14 mars 1995, communications de M. Mohammed Bedjaoui sur "l'état actuel du droit humanitaire", et sur "les questions d'assistance humanitaire dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice";

La vision de las culturas no-occidentales sobre la legitimidad del derecho internacional contemporaneo", Anuario de Derecho Internacional (Madrid, 1995);

"Nouveaux défis lancés au droit international par l'émergence de l'État-nation", communication présentée au Reeves Centre of International Law, Williamsburg, Virginie (États-Unis), avril 1993;

"Les relations interculturelles dans le bassin méditerranéen, présentation générale", La Méditerranée, espace de coopération?, en l'honneur de Maurice Flory (Aix-en-Provence, Paris, Economica, 1994), p. 21 à 36;

"Pour une nécessaire harmonie dans le couple singulier 'droit et sport'", communication de M. Mohammed Bedjaoui au colloque "Droit et sport", organisé à Lausanne par le Comité international olympique;

Les cultures méditerranéennes, germes de créativité et de conflits (Barcelone, janvier 1994);

"Droit international et patrimoine génétique humain", Actes du Comité international de bioéthique (CIB) de l'UNESCO, 1995, vol. 1, p. 111 à 116.

"La Cour internationale de Justice et les différends internationaux en matière d'environnement", communication présentée au Congrès de l'Association des juristes franco-britanniques, Lille (France, 18 mars 1995);

"Quelques aspects des systèmes éducatifs comparés d'Europe occidentale et du monde arabe", communication présentée à la Fondation Lutfia Rabbani, La Haye, 8 mai 1995;

"Les tribunaux administratifs internationaux", Juris-classeur (Paris, 1958);

"Universalisme et régionalisme au sein de la Cour internationale de Justice : la constitution de chambres ad hoc", Coleccion de estudios juridicos en homenaje al Prof. Dr. D. José Perez Montero, vol. I (1988), p. 155 à 171;

"Classicism and newness in the elaboration of the principles and rules of space law", Perspectives on international law, Bureau de l'espace extra-atmosphérique, (Kluwer International, 1995), p. 441 à 462;

"Un contrôle de la légalité des actes du Conseil de sécurité est-il possible?", Société française pour le droit international, Colloque de Rennes, Le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, cinquantième anniversaire des Nations Unies (Paris, Pédone, 1995), p. 255 à 297 et 299 à 309;

"La contribution de l'Espagne au 'faire' et au 'dire' le droit international" (Évaluation du rôle de l'Espagne dans la fonction normative et la fonction

juridictionnelle internationales), Conférence prononcée devant l'Association des juristes espagnols spécialisés dans le droit international, Madrid, 12 mai 1995;

Discours à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, Institut de droit international, session de Lisbonne, 25 août 1995;

"La Cour internationale de Justice : quel avenir?", déclaration faite à la séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquantième session, le 12 octobre 1995;

"Le juriste du ministère des affaires étrangères : un rouage essentiel du règlement judiciaire international", déclaration faite à la sixième réunion informelle des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères, Organisation des Nations Unies, New York, le 12 octobre 1995;

"L'Afrique et l'Asie face à la Cour internationale de Justice", déclaration faite au Comité consultatif juridique afro-asiatique, Nations Unies, New York, octobre 1995;

"Heurs et malheurs de la compétence de la Cour internationale de Justice", déclaration à la séance du 16 octobre 1995 à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquantième session), le 16 octobre 1995;

"The quality of education - Co-operation and exchange between Europe and the Middle East", allocution liminaire au Dialogue euro-arabe, Forum VI, Fondation Lutfia Rabbani, La Haye, le 6 novembre 1995;

"L'arbitre, ce personnage singulier", Remarques conclusives au colloque sur Le statut de l'arbitre, douzième colloque sur l'arbitrage international organisé conjointement par la CCI, l'AAA et le CIRDI, Paris, 17 novembre 1995.

GÜNEY, Mehmet

(Ambassadeur de Turquie)

[Original : anglais]

Renseignements personnels

Né le 3 mai 1936, à Siirt (Turquie).
Marié; trois enfants.

Études

Pertevniyal Lyceum, Istanbul, 1954.

Diplômé, lauréat de prix, faculté des sciences politiques, Université d'Ankara.

Diplômé, faculté de droit, Université d'Ankara.

Diplôme de l'Institut d'administration publique pour la Turquie et le
Moyen-Orient.

Diplôme en droit et sciences économiques du Centre universitaire européen de
Nancy (France).

Activités professionnelles

1959-1964	Assistant administratif au Cabinet du Gouverneur d'Ankara.
Depuis 1964	Avocat; membre du barreau d'Ankara.
1964-1970	Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1970-1975	Conseiller aux affaires juridiques, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
1975-1977	Conseiller juridique principal au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1977-1979	Conseiller aux affaires juridiques à l'ambassade de Turquie à La Haye.
1980-1982	Conseiller aux affaires juridiques, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
1982-1985	Adjoint au Conseiller juridique en chef au Ministère des affaires étrangères, Ankara.
1984-1989	Juge au Tribunal européen de l'énergie nucléaire, Paris.

/...

1985-1989 Conseiller juridique en chef au Ministère des affaires étrangères, Ankara.

1989-1993 Ambassadeur de Turquie à La Havane (Cuba).

1er janvier 1992 Élu par l'Assemblée générale des Nations Unies membre de la Commission du droit international pour un mandat de cinq ans.

1993-1995 Ambassadeur de Turquie à Singapour.

Depuis 1995 Ambassadeur extraordinaire, Ministère des affaires étrangères, Ankara.

Septembre 1995 Membre de la Commission d'enquête internationale au Burundi (nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies).

Activités internationales

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1968).

A représenté la Turquie dans les instances suivantes :

Neuvième (mars 1968), dixième (novembre 1968) et douzième (décembre 1969) sessions du Comité européen de coopération juridique.

Première (novembre 1969) et deuxième (mars 1970) sessions du Sous-Comité du Comité européen de coopération juridique.

Deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969).

Première session extraordinaire de la Commission des stupéfiants (Genève, 1970).

Comité du projet de convention sur le contrat de voyage (Strasbourg, 1970).

Comité spécial chargé d'un échange de vues sur le rapport de la troisième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) (Strasbourg, 1970).

Chef de la délégation turque à la Conférence diplomatique sur les contrats de voyage (Bruxelles, 1970).

Colloque organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur le règlement pacifique des différends (New York, 1973).

Vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-huitième à trentième, trente-troisième, trente-cinquième, trente-sixième à quarante et unième et quarante-quatrième à quarante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée.

Vingt-huitième session de la Commission des droits de l'homme (New York, 1971).

Comité spécial du terrorisme international (New York, 1973).

Vice-Président de la vingtième session extraordinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (Rome, 1973).

Conférence internationale sur le droit aérien (Rome, 1973).

Troisième à sixième sessions (1971-1974) du Comité spécial pour la définition de l'agression.

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1981 et 1982).

Chef de la délégation turque à la Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975).

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur l'eau (Mar del Plata, Argentine, 1973).

Première (1973), troisième (1975), quatrième (1977), septième (1978), huitième (1979), neuvième (1980), dixième (1981) et onzième (1982) sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Comité d'experts sur la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités – Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1978).

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (New York, 1980).

Comité spécial sur les aspects juridiques de l'asile territorial et les réfugiés (Strasbourg, 1979).

Dix-neuvième session du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif (ONU) (New York, 1979).

Première (1981) et deuxième (1982) sessions du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1983).

Chef de la délégation turque à la deuxième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol (Genève, septembre 1983).

Arbitre inscrit au Centre régional d'arbitrage commercial du Caire, depuis 1985.

Chef de la délégation turque à la réunion d'experts de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) chargés de poursuivre l'examen et l'élaboration d'une méthode généralement acceptable de règlement pacifique des différends en vue de compléter les méthodes existantes (Athènes, 1984).

Rapporteur de la Sixième Commission (juridique) à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Juge au Tribunal européen de l'énergie nucléaire (1984-1989).

Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (Vienne, 1988).

Chef de la délégation turque au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990).

Membre du Groupe international d'arbitres accrédités au Centre international d'arbitrage de Singapour, depuis 1993.

Vingt-quatrième (Katmandou, 1985) et trente-troisième (Tokyo, 1994) sessions du Comité consultatif juridique africano-asiatique.

Négociations menées au nom du Gouvernement turc :

Membre de la délégation turque aux négociations suivantes :

Négociations entre la Turquie et la Grèce sur le plateau continental de la mer Égée (1975-1979).

Négociations entre la Turquie et la Grèce sur l'espace aérien de la mer Égée (Paris, 1976).

Négociations entre la Turquie et la Bulgarie sur les problèmes de détermination du tracé de la frontière à l'embouchure du fleuve Mutludere/Rezovska et la délimitation des eaux de la baie de Mutludere/Rezovsky, de la mer territoriale et du plateau continental (Sofia, 1984).

Langues

Français
Anglais
Espagnol

On trouvera également une notice biographique dans Who's Who in the United Nations et Euro Who's Who. Who is who in the European Communities and other European Organizations (CE, Bruxelles, Editions Delta), 4e et 5e éditions).

KOOIJMANS, Pieter Hendrik

(Pays-Bas)

[Original : anglais, espagnol
et français]

Né le 6 juillet 1933.

1955 : Licence en économie.

1957 : Maîtrise de droit (avec mention).

1964 : Doctorat en droit, Université libre d'Amsterdam (avec mention).

Carrière

1965-1973 Professeur de droit international public et de droit européen, Université libre d'Amsterdam.

1973-1977 Secrétaire d'État aux affaires étrangères.

1978-1992 Professeur de droit international public, Université de Leyde.

1993-1994 Ministre des affaires étrangères.

Depuis 1995 Professeur de droit international public, Université de Leyde.

Fonctions actuelles

Président du Conseil de direction de la Fondation Carnegie.

Président du Conseil d'administration de l'Académie de droit international de La Haye.

Président du Conseil d'administration de l'Office néerlandais de secours en cas de catastrophe.

Président du Conseil de surveillance de la Fondation néerlandaise pour les réfugiés.

Président de la Fondation néerlandaise (instituée par tous les partis politiques) pour le soutien à l'Afrique du Sud nouvelle.

Président de la Commission des affaires étrangères du Parti chrétien-démocrate.

Membre du Comité directeur de l'International Crisis Group.

Membre du conseil de rédaction de la Netherlands International Law Review.

Membre et ancien président de la Section néerlandaise de l'Association de droit international.

/...

Membre associé de l'Institut de droit international.

Membre du Conseil consultatif pour les questions de droit international (Ministère des affaires étrangères).

Membre du Conseil consultatif pour les questions de paix et de sécurité (Ministère des affaires étrangères et Ministère de la défense).

Fonctions antérieures

Membre (1967, Sixième Commission), Vice-Président (de 1973 à 1977) et Président (1993) de la délégation néerlandaise à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Chef de la délégation néerlandaise à diverses sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de 1974 à 1977), à la première Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (1975), à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (1975) et à la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid (1977).

Chef de la délégation néerlandaise à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1982-1985 et 1992).

Président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (de 1984 à 1985).

Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les questions relatives à la torture (de 1985 à 1992).

Membre de diverses missions des Nations Unies et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en ex-Yougoslavie (1991-1992).

Vice-Président du Parti évangélique (qui a fusionné en 1980 avec deux autres partis pour constituer le Parti chrétien-démocrate).

Président du Collège des administrateurs de l'Institut des études sociales (Institut de formation postuniversitaire pour les questions de développement).

Président du Conseil d'administration de l'Institut néerlandais pour les questions de paix.

Vice-Président de la Commission consultative pour les questions relatives aux étrangers (organe quasi-judiciaire, Ministère de la justice).

Président de la Commission consultative pour les questions de désarmement (Ministère des affaires étrangères).

Membre du Conseil consultatif pour les questions de défense (Ministère de la défense).

Membre de diverses commissions consultatives pour la codification de la législation sur les étrangers et sur les réfugiés (Ministère de la justice).

Maître de conférences à l'Académie de droit international à La Haye (1976 et 1991) .

Publications récentes (liste non exhaustive)

"Les droits de l'homme et le règlement des différends entre États", Revue de droit International de Leyde, vol. 3, No 3, décembre 1990, p. 87 à 98.

"Humanitarian law and the shadowland between civil war and civil strife" (Le droit humanitaire et la zone d'ombre entre guerre civile et conflit civil), dans Humanitarian law of armed conflict. Challenges Ahead, édité par A. J. M. Delissen et Tanja, Martinus Nijhoff, 1991, p. 225 à 248.

"The enlargement of the concept "Threat to the Peace" in the development of the role of the security council" (Élargissement du concept de "menace pour la paix" dans l'évolution du rôle du Conseil de sécurité), Colloque de 1992 de l'Académie du droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 1993, p. 11 à 121.

"Who tolled the death-bell for compulsory jurisdiction? (Qui a sonné le glas de la juridiction obligatoire?), dans Realism in Law-Making, Martinus Nijhoff, 1986, p. 71 à 87.

Septième rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme (ONU) chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture, janvier 1992, et additif au rapport sur une mission de visite en Indonésie et au Timor oriental, publié sous la cote E/CN.4/1992/17 et Add.1, janvier 1992, 107 pages et 21 pages.

"The international protection of the rights of minorities"; dans : The social construction of minorities and their cultural rights in Western Europe (avril 1992), p. 83 à 95.

Rapport de la mission du Rapporteur de la CSCE sur les droits de l'homme en Yougoslavie, dans CSCE, février 1992, p. 3 à 16 et annexe.

"Maintaining the peace in the shadowland between the old and the new international orders (Le maintien de la paix dans la zone d'ombre entre l'ancien et le nouvel ordre international), dixième Conférence Uhlenbeck, Institut néerlandais de hautes études universitaires, 1992, 20 pages.

"The mountain produced a mouse" (La montagne a accouché d'une souris), réunion d'experts de la CSCE sur le règlement pacifique des différends, Revue de droit international de Leyde, février 1992, p. 91 à 97.

"State succession and the 1929 Warsaw Convention: a case study" (La succession d'États et la Convention de Varsovie de 1929 : étude de cas), Air and Space Law: de lege ferenda, Liber Amicorum Prof. M. H. Wassenbergh, juin 1992, p. 112 à 133.

"Zwijgt het recht als de Veiligheidsraad spreekt"; Nederlands Juristenblad, juillet 1992, p. 847 à 851 (Observations concernant la décision de la Cour internationale de Justice dans l'affaire de Lockerbie).

"L'unification de l'Allemagne et le droit international" (en collaboration avec Frans G. van der Dunk), Michigan Journal of International Law, vol. 12 (1991), p. 510 à 557.

"Inter-State dispute settlement in the field of human rights" (Règlement des différends entre États dans le domaine des droits de l'homme), La Décennie des Nations Unies pour le droit international. Réflexions sur le règlement des différends internationaux, édité par Brus, Muller et Wiemer, Martinus Nijhoff, 1991, p. 87 à 98.

"The ban on torture – Legal and socio-political problems" (L'interdiction de la torture : problèmes juridiques et socio-politiques) dans The Prohibition of Torture and Freedom of Religion and Conscience, Comparative Aspects, édité par Franz Matscher (Engel Verlag, 1990).

Internationaal publiekrecht in vogelvlucht (Introduction au droit international) (cinq éditions : 1988, 1990, 1991, 1993, 1994).

"Les droits de l'homme – panacée universelle? Quelques réflexions sur les 'droits de l'homme de la troisième génération'", dans Netherlands International Law Review, 37 (1990), p. 315 à 329.

Human Rights in an interdependent World (Les droits de l'homme dans un monde interdépendant) (International Institute of Asian Studies, 1994), 14 pages.

ORREGO VICUÑA, Francisco

(Chili)

[Original : espagnol]

Renseignements personnels

Né à Santiago (Chili), le 12 avril 1942.

Langues

Anglais et français.

Études secondaires

Instituto Ramiro de Maeztu (Madrid), Lycée français (Le Caire); Collège des pères français (Santiago).

Études supérieures

Faculté de droit de l'Université du Chili, licence en droit et diplôme d'avocat (1965). Doctorat en droit international, London School of Economics and Political Sciences, Université de Londres.

Carrière universitaire

Professeur de droit international, faculté de droit de l'Université du Chili, 1970. Assure le cours général de droit international et des cours spécialisés de droit international de l'environnement, de droit international économique et de droit de la mer.

Directeur de l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili (1974-1983). Professeur à l'Institut depuis 1974.

Professeur invité de l'Académie de droit international de la Haye : programme extérieur pour l'Amérique latine (Bogotá, 1968); Colloque sur les aspects juridiques de l'intégration économique (La Haye, 1971); cours sur la Zone Économique Exclusive (La Haye, 1986); programme extérieur pour l'Amérique latine (Santiago, 1991); Colloque sur le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (La Haye, 1992).

Professeur invité du Département des sciences politiques de l'Université de Stanford (Chaire Tinker) : cours sur les organisations régionales en Amérique latine (décembre 1980-mars 1981).

Professeur invité de la faculté de droit de l'Université de droit, de sciences économiques et de sciences sociales de Paris (Paris II), octobre-décembre 1988.

Professeur invité de l'Institut des hautes études internationales (Paris, novembre 1988).

/...

Professeur invité de la faculté de droit de l'Université de Miami (janvier-avril 1994).

Professeur invité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de la Banque interaméricaine de développement, de l'Organisation des États américains, du Comité juridique interaméricain, de l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales, de l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine, de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (groupe d'études interaméricain sur les problèmes du droit international).

A donné des conférences ou participé à des séminaires sous les auspices des institutions suivantes : Association latino-américaine de libre-échange (ALALE), Marché commun de l'Amérique centrale, Institut centraméricain de droit comparé, Société américaine de droit international, Institute of international studies de Californie, Université de Tulane, Southern methodist University, Université de Rhode Island, Université de Géorgie, Université de Nice, Université des Indes occidentales (Trinité), Université de Sao Paulo, Université centrale du Venezuela, Université catholique Andrés Bello, Université des Andes (Bogotá), Université de Malte (Institut océanique international), Université de Sophia (Tokyo), Université de Hawaï, East-West Center (Honolulu), Institut d'études de l'Asie du Sud-Est (Singapour), Université de Stanford, Conseil des Affaires mondiales (San Francisco), Conférence Atlantique (Conseil pour les relations internationales de Chicago), Université chinoise des sciences sociales (Beijing), Institut australien des relations internationales (Sydney), Association des sciences du Pacifique, Université de Paris, Institut d'études diplomatiques d'Espagne, London School of Economics and Political Science, Conseil pour les relations internationales (New York), Institut du droit de la mer, Institut espagnol des relations internationales, Conseil argentin pour les relations internationales, Université Complutense de Madrid, Université de Sienne, Faculté de droit de l'Université d'Iowa.

A participé à des programmes de recherche ou exercé les fonctions de consultant auprès des institutions ci-après : Association latino-américaine de libre-échange, Marché commun centraméricain, Organisation des États américains, Banque interaméricaine de développement, Conseil interaméricain du commerce et de la production, Organisation des Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le développement, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, FAO, Forum du Pacifique, Fondation Tinker, Fondation Ford, Institut Fridtjof Nansen (Oslo).

Associations universitaires

Membre associé de l'Institut de droit international (Bâle, 1991). Rapporteur sur le thème de la responsabilité en matière de droit international de l'environnement.

Membre de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international (1994). Membre associé depuis 1974.

Membre associé de la Société argentine de droit international (1975).

Membre de la Société chilienne de droit international (1979), qui lui a décerné un titre honorifique en 1980.

Membre de la Société américaine de droit international.

Membre de l'Institut britannique de droit international et comparé.

Membre de la Société française de droit international.

Membre du Conseil académique du Programme latino-américain, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington D.C. (1982-1984).

Membre du Conseil de recherche, Forum du Pacifique (Honolulu).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut du droit de la mer (1986-1991).

Président de la section chilienne de l'Association de droit international (depuis 1982).

Directeur de la section chilienne de la Société internationale pour le développement (1982-1992).

Membre de l'Académie chilienne des sciences sociales, politiques, et morales (1983). Élu président de l'Académie en 1995. Correspondant de l'Académie royale espagnole des sciences sociales, politiques et morales.

Membre de la Société royale de géographie du Royaume-Uni.

Membre de la Royal Institution du Royaume-Uni.

Lauréat du concours national organisé par l'UNESCO à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Rabindranath Tagore (1961).

Président du Conseil chilien pour les relations internationales (1989-1993).

Grand-Croix de la Orden Piana (Saint-Siège - 1985).

Expérience professionnelle

Juge du tribunal administratif de la Banque mondiale (depuis 1992).

Chef adjoint de la délégation chilienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982) et Président de la délégation en 1979, 1980 et 1981.

Chef de la délégation chilienne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (Jamaïque, 1983).

Membre du Comité juridique interaméricain (1978-1979).

Chef de la délégation chilienne à la Conférence interaméricaine sur le droit international privé (Panama, 1975).

Conseiller juridique principal du Département des affaires juridiques de l'Organisation des États américains (1965-1969, 1972-1974).

Secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine de paix (1965-1969, 1972-1974).

Conseiller juridique des ministres des relations extérieures d'Amérique centrale qui jouaient le rôle de médiateurs dans le conflit entre El Salvador et le Honduras (1969). A ensuite rempli les fonctions de conseiller juridique de la Commission de la treizième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures de l'OEA.

Conseiller juridique de la Mission d'observation envoyée par l'Organisation des États américains au Belize, avec l'accord des Gouvernements du Guatemala et du Royaume-Uni (1972).

Membre de la Commission de juristes pour le règlement des différends concernant l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE) et l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) (depuis 1978).

Inscrit sur la liste des juristes pour le règlement des différends relatifs à la Convention de Vienne sur le droit des traités (depuis 1981).

Chef de la délégation chilienne pour la négociation du différend frontalier avec l'Argentine (1978).

Membre de la Commission chilienne pour la médiation papale entre le Chili et l'Argentine (1979-1985).

Ambassadeur auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1983-1985).

Membre du Comité de rédaction du quotidien El Mercurio (1979-1983).

Membre du directoire de la Commission Fulbright pour les échanges universitaires entre le Chili et les États-Unis (1977-1983 et 1988-1990).

Président de l'Institut culturel Chili-Amérique du Nord (1989-1991).

Membre de la Commission pour le règlement des différends entre le Chili et les États-Unis (depuis 1990).

Membre du Groupe d'arbitres et de conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), nommé par le Président de la Banque mondiale (1995).

Publications

Ouvrages

La integración política (Editorial Jurídica de Chile, 1966).

Derecho de la integración latinoamericana (en collaboration) (Buenos Aires, Éditions Depalma, 1969).

América Latina y la cláusula de la nación más favorecida (en collaboration) (Santiago, 1972).

Chile y el derecho del mar (Éditions Andrés Bello, 1972).

Tendencias del derecho del mar contemporáneo (en collaboration) (Buenos Aires, Éditions El Ateneo, 1974).

Ensayos sobre derecho internacional económico (en collaboration) (Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975), 2 vol.

Los fondos marinos y oceánicos (Santiago, Éditions Andrés Bello, 1976).

Nuevas perspectivas del derecho internacional (en collaboration) (Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, 1982), 3 vol.

The exclusive economic zone, A Latin American perspective (Westview Press, 1984).

Antarctic resources policy (en collaboration) (Cambridge University Press, 1983).

Antarctic mineral exploitation, The emerging legal framework (Cambridge University Press, 1988).

Chile y Argentina: nuevos enfoques para una relación constructiva (Consejo Chileno para las Relaciones Internacionales, 1989).

The exclusive economic zone: Regime and Legal nature under international law (Cambridge University Press, 1989).

La zone économique exclusive dans la législation et pratique des États (Paris, Éditions de l'IHEI, Pedone, 1990).

La zona económica exclusiva: regimen y naturaleza jurídica en el derecho internacional (Editorial Jurídica de Chile, 1991).

El Derecho Internacional de la Antártica (Éditions Dolmen, 1994).

Articles parus dans des revues de droit international et autres publications

"Developments in the Latin American Free Trade Association", Proceedings of the American Society of International Law (Washington, 1967).

"Contemporary international law in the economic integration of Latin America", Académie de droit international, colloque de 1971, Les aspects juridiques de l'intégration économique (Leyde, Sijthoff, 1973).

"Some international law problems posed by the nationalization of the copper industry by Chile", American journal of international law, vol. 67, No 5, octobre 1973.

"La création d'une cour de justice dans le Groupe andin", Cahiers de droit européen (Bruxelles), Nos 1 et 2, 1974.

"Chilean policies on the law of the sea", The Changing Law of the Sea, édité par Ralph Zacklin, (Leyde, Sijthoff, 1974).

"The problems faced by the less developed countries dealing with multinational corporations", The future of the United States multinational corporation (University Press of Virginia, 1975).

"The international regulation of valuation standards and processes: a reexamination of third world perspectives", The Valuation of Nationalized Property in International Law, édité par Richard B. Lillich, (University Press of Virginia, 1976), vol. III.

"Individual rights and the state in foreign affairs: The case of Chile", Individual rights and the State in foreign affairs, édité par Lauterpacht et Collier, (Praeger, 1977).

"The economic integration of Latin America", European Community Law and Institutions, édité par Eric Stein, Peter Hay et Michael Waelbroeck, (The Bobbs-Merrill Co., 1977).

"Les négociations entre le Chili et la Bolivie à l'égard d'un accès souverain à la mer" (en collaboration), Annuaire français de droit international, 1977.

"The regime for the exploitation of the seabed mineral resources: A Latin American view", Lawyer of the Americas, 1978.

"La législation nationale pour l'exploitation des fonds des mers : l'incompatibilité avec le droit international". Annuaire français de droit international, 1978.

"The control of multinational enterprises", Transnational corporations and world order, édité par Georges Modelski, (Freeman, 1979).

"L'Antarctique et le droit de la mer" (en collaboration), Revue générale de droit international public, 1980.

"New approaches to economic integration in Latin America", Europa-Archiv, No 14, (Bonn, 1981).

"Le régime de l'exploration et de l'exploitation des fonds marins", René-Jean Dupuy et Daniel Vignes, Traité du nouveau droit de la mer (1985). (Publié en anglais en 1992)

"Antarctic conflict and international cooperation" dans Antarctic Treaty System: an assessment, édité par l'U.S. Polar Research Board (1986).

"La zone économique exclusive : Régime et nature juridique en droit international", Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1986-IV.

"The Antarctic Treaty System. A viable alternative for the development of resource-oriented policies", édité par Gillian Triggs, The Antarctic Treaty System (Cambridge University Press, 1987).

"À la recherche d'un nouveau rôle pour l'Organisation des États américains : le protocole d'amendements de 1985 de la Charte", Annuaire français de droit international, 1988.

"New approaches to offshore jurisdiction in Antarctica", édité par S. Chopra et C. Joyner, The Antarctic Treaty Regime, (Nijhoff, 1988).

"The contribution of the exclusive economic zone to the law of maritime delimitation", German Yearbook of International Law, 1988.

"Air traffic in Antarctica - the need for a legal regime" dans Antarctic Challenge III, édité par Rudiger Wolfrum, (1988).

"International ocean law developments in the South-East Pacific: the case of Chile". Twenty-first Annual Conference of the Law of the Sea Institute, (Honolulu, 1989).

The deep seabed mining regime: Terms and conditions for its renegotiation, (Paris, Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre) CIPEC (1989).

"El régimen de los minerales de los fondos marinos: términos y condiciones de una renegociación". Estudios internacionales (janvier-mars 1989).

"La interpretación judicial del régimen de la zona económica exclusiva: el caso del filetaje en el Golfo de San Lorenzo", Sociedad Chilena de Derecho Internacional, (Estudios 1989).

"La consolidación de la política antártica", Chile: Política exterior para la democracia, édité par Heraldo Muñoz (1989).

"El derecho del mar en el sistema del Tratado Antártico: su evolución a la luz de los regímenes de recursos", Temas de derecho internacional, Hommage à Frida M. Pfirter de Armas Barea, (Buenos Aires, 1989).

"The Antarctic minerals regime in international law", dans The polar regions and their strategic significance, édité par L. Caflish et F. Tanner (Genève, 1989).

"Trade relations between Latin America and the Asia Pacific countries".
International Institute for Development, 1989.

"Pacific cooperation: the view from Latin America", The Pacific Review,
vol. 2, No 1 (1989).

"Relaciones económicas de América Latina, Chile y los países del Pacífico
asiático", Chile en la Cuenca del Pacífico, édité par Sergio Valdivieso et
Eduardo Gálvez (1989).

"Nouvelles dispositions pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans
le cadre du droit international : le groupe d'observateurs des Nations Unies en
Amérique centrale", Annuaire français de droit international, 1989.

"The role of the International Court of Justice and other tribunals in the
development of the law of maritime delimitation", Proceedings of the Law of the
Sea Institute, 1990.

"Diplomatic and consular immunities and human rights", International and
comparative law quarterly, 1991.

"Decision-making for the implementation of CCAMLR: An assessment of its
effectiveness", The Antarctic Treaty System in World Politics, édité par Willy
Ostrem (Institut Fridtjof Nansen, 1991).

"International cooperation in salmon fisheries and a comparative law perspective
of the salmon and ocean ranching industry", Proceedings of the Law of the Sea
Institute, 1991.

"State practice and national legislation relating to the exclusive economic
zone, the continental shelf and straits used for international navigation:
basic trends", The Law of the Sea: The continuing search for a universal
regime, édité par Rudiger Wolfrum (1991).

"South American-US relations. Regional limits and global understandings",
Institut international d'études stratégiques, Adelphi Papers, No 256, 1991.

"The protection of the Antarctic environment", International Antarctic Research
Project, No 5 (Institut Fridtjof Nansen, 1992).

"State responsibility, liability and remedial measures under international law.
New criteria for environmental protection", dans Environmental Change and
International Law, édité par Edith Brown Weiss (1992).

"Toward an effective management of high seas fisheries and the settlement of the
pending issues of the law of the sea", Ocean development and international law,
1993.

"The 'Presential Sea': defining coastal States special interests in high seas
fisheries and other activities", German yearbook of international law, 1993.

"De Vitoria a las nuevas políticas de conservación y aprovechamiento de los recursos vivos del mar", dans La Escuela de Salamanca y el Derecho Internacional en América: del pasado al futuro, édité par Araceli Mangas (Salamanque, 1993).

"Las nuevas funciones de las Naciones Unidas en el mantenimiento de la paz y seguridad internacionales", Universidad Complutense de Madrid, cours d'été, Almeria, 1993.

"La 'Mer de présence' : un nouveau développement en droit international à l'égard de la pêche en haute mer", dans Espaces et ressources maritimes, No 7 (Paris, 1993).

"The Protocol on environmental protection to the Antarctic Treaty. The question of effectiveness", dans International Antarctic Research Project, No 7 (Institut Fridtjof Nansen, 1994).

"The settlement of disputes and conflict resolution in the context of a revitalized role for the United Nations Security Council", dans The Development of the role of the Security Council, édité par René-Jean Dupuy (Académie de droit international de La Haye, 1994).

"New approaches under international law to the issue of high seas fisheries", dans Estudios en honor de Eduardo Jiménez de Arechaga, (Montevideo, 1994).

"The implementation of the international law of human rights by the Judiciary: new trends in the light of the Chilean experience", dans The implementation of the international law of human rights, (Université de Sienne, 1994).

"La aplicación de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar en el derecho y la práctica de América Latina", dans Curso de Derecho Internacional de la Universidad del País Vasco (Vitoria Gasteiz, 1994).

"The implementation of the United Nations Convention on the Law of the Sea: Latin America and the Caribbean", Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Organisation des Nations Unies, 1994.

"The Changing international law of global commons", Actes d'une conférence tenue à Sienne (Oxford University Press, 1994).

"The international law of joint development zones", dans Pacem in Maribus, 1994.

"The distinguished contribution of F. V. Garcia-Amador to the development of international law", dans Inter-American Law Review, Université de Miami, 1994.

PASTOR RIDRUEJO, José Antonio

(Espagne)

[Original : espagnol]

I

Né à Saragosse (Espagne) le 6 décembre 1932.

Licence en droit (1954) et doctorat en droit (1959) de l'Université de Saragosse, dans les deux cas cum laude.

Diplôme de l'Académie de droit international de La Haye (1960).

Participant à la session de 1960 du Centre de recherches de l'Académie de droit international de La Haye.

Professeur adjoint de droit international à l'Université de Saragosse (1960-1970).

Professeur ("catedrático") de droit international public aux Universités de Murcie (1970-1974), Saragosse (1974-1978) et Complutense de Madrid (depuis 1978).

Directeur du Département de droit international de l'Université Complutense de Madrid (1980-1986).

A donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye, à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, à l'Institut interaméricain des droits de l'homme de San José (Costa Rica), à l'École diplomatique de Madrid, au Colegio de Abogados du Mexique et dans d'autres institutions de divers pays.

Langues : espagnol, français, anglais.

II

Membre de :

- Institut de droit international;
- Instituto Hispano-luso-americano de Derecho Internacional;
- Asociación Argentina de Derecho Internacional;
- Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales.

Président du :

- Centre espagnol de droit spatial (Madrid);

/...

- Real Instituto de Estudios Europeos (Saragosse).

III

Membre de la délégation espagnole à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1982).

Représentant spécial pour El Salvador de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1981-1992).

Chef du Département juridique international du Ministère espagnol des affaires étrangères (depuis 1986).

Membre de la délégation espagnole à l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) (depuis 1987).

Représentant de l'Espagne dans de nombreuses réunions juridiques des Nations Unies, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Conseil de l'Europe et Union européenne.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1987).

Membre de l'organisme de La Vallette pour le règlement pacifique de différends (depuis 1991).

Agent du Royaume d'Espagne dans l'affaire de la compétence en matière des pêcheries devant la Cour internationale de Justice (depuis 1995).

IV

Livres

La protección a la población civil en tiempo de guerra (Saragosse, 1960).

La jurisprudencia del Tribunal Internacional de La Haya. Sistematización y comentarios (Madrid, 1962).

La explotación de los fondos marinos más allá de la jurisdicción nacional (Valladolid, 1975).

Lecciones de derecho internacional público (Madrid, 1981, 1983 et 1985).

Curso de derecho internacional público y organizaciones internacionales (Madrid, 1994, 5e édition).

V

Articles et essais

"Contribución al estudio del derecho humanitario bélico. Concepto, contenido y naturaleza" (Revista española de derecho militar, No 7, Madrid, 1959).

"La Jurisprudencia del Tribunal Internacional de Justicia", Mélanges en l'honneur du professeur Legaz Lacambra (Saint-Jacques-de-Compostelle, 1960).

"Principios generales del derecho y principios del derecho internacional", (Mélanges en l'honneur du professeur Sancho Izquierdo, Saragosse, 1960).

"El Sinkiang, fuente de tensiones entre China y la Unión Soviética" (Revista de política internacional, Madrid, avril 1960).

"Convenciones europeas en materia jurídica y social" (Institutiones europeas, Saragosse, 1960).

"Los efectos de los acuerdos internacionales respecto de los terceros" (Revista española de derecho internacional, vol. XIII, No 3, Madrid, 1960).

"Los delitos contra el derecho de gentes en el Código de Justicia Militar" (Revista española de derecho militar, No 10, Madrid, 1961).

"La Comunidad europea de energía atómica" (Mémoire de l'Académie aragonaise de sciences sociales, Saragosse, 1961).

"El Derecho actual de la guerra y sus perspectivas" (Primeras jornadas de derecho penal militar y derecho de la guerra, Valladolid, 1961).

"Un caso de cuestión previa en la jurisprudencia española: la sentencia del Tribunal Supremo de 10 de octubre de 1960" (Temis, No 10, Saragosse, 1961).

"La Convención de Viena de 1961 sobre relaciones diplomáticas y la codificación del derecho internacional" (Revista española de derecho internacional, XV, Nos 1 et 2, 1962).

"La estructuración jurídica del universo atlántico" (Temis, No 12, Saragosse, 1962).

"La prensa y la protección de los derechos humanos en el mundo occidental" (Prensa y convivencia internacional, Barcelone, 1964).

"La estipulación y la eficacia interna de los tratados en derecho español" (Revista española de Derecho Internacional, XVII, No 1, 1964).

"Jurisprudencia española sobre cuestiones de derecho internacional público" (1962) (Revista española de derecho internacional, XVII, No 3, 1964).

"El arbitraje y el derecho internacional privado de la coexistencia" (Revista española de derecho internacional, XVIII, No 1, 1965).

"La sentencia del Tribunal de La Haya de 24 de julio de 1964: Excepciones preliminares en el caso de la Barcelona Traction" (Temis, No 17, Saragosse, 1965).

"El fraude de ley en el Derecho interregional español" (Revista española de derecho internacional, XIX, No 1, 1966).

"Nota a la sentencia del Tribunal Supremo de 5 de julio de 1965" (Revista española de derecho internacional, XIX, No 4, 1966).

"La ley aplicable al fondo de las obligaciones contractuales en el derecho internacional privado español" (Revista española de derecho internacional, XX, No 1, 1967).

"Naturaleza de la paz a la luz del concilio" (Revue de droit pénal militaire et droit de la guerre, Bruxelles, No 1, 1967).

"Algunos aspectos de la influencia del turismo en el desarrollo del derecho internacional privado franco-español" (Anuario hispano-luso-americano de derecho internacional, No 3, 1967).

"La doctrine rebus sic stantibus à la Conférence de Vienne de 1968 sur le droit des traités" (Annuaire suisse de droit international, vol. XXV, 1969).

"Aspectos conflictuales y jurisdiccionales del derecho internacional privado español del trabajo" (Mélanges en l'honneur du professeur Sela Sampil, Oviedo, 1969).

"La sentencia del Tribunal de la Haya de 5 de febrero de 1970 y la responsabilidad internacional por actos judiciales" (Revista española de derecho internacional, XXVIII, 1970).

"El acuerdo preferencial entre España y la Comunidad Económica Europea" (Murcie, 1971),

"La faillite en droit international privé" (Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1971-1).

"La determinación del contenido del jus cogens" (Rapport à l'Instituto Hispano-luso-americano de Derecho Internacional", Madrid, 1972).

"Los efectos atenuados en el derecho español de las instituciones extranjeras contrarias al orden público" (Anuario de la Academia matritense del Notariado, 1974).

"La jurisprudencia internacional y la fundamentación del derecho de gentes" (Anuario del Instituto Hispano-luso-americano de Derecho Internacional, 1974)

"La solución de controversias en la IIIa Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar" (Revista española de derecho internacional, 1977-1).

"Consideraciones sobre la IIIa Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar" (Anuario español de derecho internacional, vol. III, 1976)

"La Convención europea de los derechos del hombre y el jus cogens internacional" (Mélanges en l'honneur du professeur Miaja de la Muela, 1979).

"La comptabilité des accords de pêche conclus par l'Espagne avec son entrée dans la CEE" dans L'adhésion de l'Espagne à la CEE (Louvain, 1979).

"La explotación de la zona internacional de los fondos marinos: reflexiones sobre el sistema paralelo" (Revista de la Asociación nacional de abogados, Mexico, 1980).

"Los derechos humanos en la Conferencia sobre seguridad y cooperación en Europa" (Fomento social, No 139, 1980).

"Los Estados industrializados medios, nuevo grupo de intereses en la IIIa Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar" (Revista de estudios internacionales, 1980, 4).

"Relaciones pesqueras entre España y la Comunidad Económica Europea: la compatibilidad del régimen comunitario interino con los acuerdos particulares entre España y Francia. Comentarios a las sentencias del Tribunal Comunitario de 8 de diciembre de 1981" (Revista de instituciones europeas, 1982-2).

"Aspectos jurídicos internacionales de la construcción de una comunicación fija a través del Estrecho de Gibraltar" (Colloque de Madrid, 1982).

"La función del Relator Especial de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU en el caso de El Salvador" (Revista del Instituto Inter-Americano de Derechos Humanos, juillet-décembre 1985).

"La zona internacional de los fondos marinos como patrimonio común de la humanidad: alcance real del principio" dans Estudios en honor de don Antonio Truyol y Serra (Madrid, 1986).

"España y la pesca marítima en el Acta de adhesión a las Comunidades Europeas" (Revista de instituciones europeas, 1986).

"Los Protocolos adicionales de 1977 y su ratificación" (Primeras jornadas de derecho internacional humanitario, Séville, 1998).

"Protocolos de Ginebra de 1977 sobre derecho internacional humanitario, derecho internacional general y jus cogens internacional" (Secundas jornadas de derecho internacional humanitario, Séville, 1989).

"El mecanismo CSCE sobre solución de controversias" (Revista española de derecho internacional, 1991-2).

"La construcción de un enlace fijo a través del Estrecho de Gibraltar: problemas jurídico-internacionales de la navegación marítima y aérea" dans Coloquio hispano-marroquí (Madrid, 1992).

"Les procédures publiques spéciales de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies" (Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1991, vol. 228).

"The Spanish declaration of acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice" (Annuaire espagnol de droit international, 1991).

"La protección internacional de los derechos humanos y la cooperación para el desarrollo" (Rapport présenté à l'Institut Hispano-luso-américain de Droit International, Madrid, 1992).

"La jurisdicción rampante de los Estados ribereños sobre la pesca en alta mar" (Mélanges en l'honneur du professeur Díez de Velasco, Madrid, 1993).

"El deber de la comunidad internacional de socorrer a las poblaciones y grupos humanos en situación de sufrimiento", dans El Derecho a la injerencia por razones humanitarias (Séville, 1995).

REZEK, Francisco

(Brésil)

[Original : anglais]

Renseignements personnels

Né à Cristina, Minas Gerais (Brésil), le 18 janvier 1944.

Marié (1971) à Myreia de Palma Castro Rezek; quatre enfants

Adresse professionnelle : Supremo Tribunal Federal
Praça dos Três Poderes
70.175-900 BRASILIA, DF Brésil
Tél. : (61) 224.3229

Adresse personnelle : S.Q.S. 313-B-601
70.382-020 BRASILIA, DF Brésil
Tél. : (61) 245.3308

Diplômes universitaires

Licence de droit (1966), Diplôme d'études supérieures (1967) : Université fédérale de Minas Gerais (Belo Horizonte).

Doctorat de l'Université de Paris – Sorbonne (1970).

Diplôme de droit, Université d'Oxford (1979).

Cours de vulgarisation, séminaires et programmes de recherche : Harvard University, (1965); Académie de droit international de La Haye (1968, 1970).

Carrière universitaire

Professeur de droit international et de droit constitutionnel à l'Université de Brasilia (depuis 1971). Directeur du Département de droit (1974-1976). Doyen de la faculté des études sociales (1978-1979).

Professeur de droit international à l'Institut Rio Branco (Institut national de formation des diplomates) (depuis 1976).

Professeur à l'Académie de droit international de La Haye (1986).

Président de conférences, conférencier et membre du jury de concours aux chaires de professeur des grandes universités brésiliennes (depuis 1971).

Carrière juridique

Procureur de la République devant la Cour suprême du Brésil (1972-1979);
Procureur général adjoint (1979-1983).

Juge de la Cour suprême du Brésil, nommé par le Président avec l'approbation du Sénat en mars 1983, à l'âge de 39 ans. Démission en mars 1990. Nouvelle nomination, à vie, en avril 1992.

Fonctions gouvernementales

Ministre des affaires étrangères du Brésil (1990-1992).

Publications

Au Brésil :

Diverses monographies et autres études juridiques publiées dans des revues spécialisées brésiliennes.

Le droit des traités (en portugais) (Rio de Janeiro, Forense, 1984), 622 pages.

Droit public international (São Paulo, Saraiva, 1989, 1991, 1993, 1994 et 1995) 411 pages.

À l'étranger :

Droit des traités : particularités des actes constitutifs d'organisations internationales (La Haye, 1968).

La conduite des relations internationales dans le droit constitutionnel latino-américain, (Paris, 1970).

Aspectos elementares do Estatuto da Igualdade, 277, Boletim do Ministerio da Justiça (Lisbonne, 1978).

Reciprocity as a basis of extradition, dans British Yearbook of International Law, 52, (Oxford, 1981).

Protection des victimes de conflits armés : blessés, malades et naufragés, dans Dimensions internationales du droit humanitaire, UNESCO (édition française : Paris, Pedone, 1986).

Le droit international de la nationalité, dans Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, vol. 198 (1986).

ROBINSON, Patrick Lipton

(Jamaïque)

[Original : anglais]

Date de naissance 29 janvier 1944.

Fonction actuelle Conseiller juridique adjoint de la Couronne, Ministère de la justice (Jamaïque).

Études

1972 L.L.M. (Kings College, University of London) Maîtrise en droit international – droit des traités, droit de la guerre, droit aérien et droit spatial.

1970 Certificat – Académie de droit international de La Haye – recherche sur le droit des traités – stage pédagogique.

1968 Études de droit (Barrister at Law) : Middle Temple (Royaume-Uni).

1964 Diplôme de l'enseignement supérieur – University of London College of the West Indies : diplôme général en anglais, latin et économie.

Bourses

1971 Titulaire d'une bourse d'études (U.K. Commonwealth Scholarship) pour la préparation d'une maîtrise en droit international.

1970 Titulaire d'une bourse des Nations Unies pour l'étude du droit international à l'Académie de droit international de La Haye.

Fonctions exercées

Depuis 1986 Conseiller juridique adjoint de la Couronne, Ministère de la justice (Jamaïque).

Depuis 1982 Représentant accrédité à la session annuelle de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

- 1982 Représentant accrédité à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1980 Membre du Groupe national jamaïcain, créé en application du statut de la Cour internationale de Justice, chargé de proposer des candidatures pour l'élection de membres de la Cour.
- 1977-1986 Procureur général adjoint principal et Directeur de la Division du droit international du Ministère de la justice (Jamaïque).
- 1975-1977 Procureur général adjoint.
- 1973-1975 Conseiller de la Couronne, Ministère de la justice (Jamaïque).
- 1972-1973 Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères (Jamaïque).
- 1968-1971 Conseiller de la Couronne, Procureur de la République (Jamaïque).
- 1964-1966 Professeur d'anglais (enseignement supérieur) et responsable des sports, Kingston College (Jamaïque).

Appartenance à des organes internationaux et fonctions exercées auprès de ceux-ci

- 1996 Vice-Président de la Conférence spécialisée sur la Convention interaméricaine contre la corruption de l'Organisation des États américains.
- 1996 Membre du Comité international de bioéthique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
- 1995 Nommé membre étranger de la Commission de la vérité et de la justice, à l'issue de consultations entre le Gouvernement haïtien, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains (OAS).
- Depuis 1991 Membre de la Commission du droit international; membre du Groupe de travail de la Commission du droit international chargé de rédiger le statut d'une cour criminelle internationale; et membre du Groupe de travail sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; membre du Comité de rédaction sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

- 1987-1995 Membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
- 1991-1995 Rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour la rédaction d'un instrument juridique relatif au droit des peuples autochtones; a élaboré en 1995 un instrument juridique devant être soumis aux membres de l'Organisation des États américains et aux peuples autochtones.
- 1992-1995 Rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour Haïti, les États-Unis d'Amérique, le Canada, la Grenade et la Trinité-et-Tobago.
- 1991 Président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
- 1990-1991 Premier Vice-Président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
- 1986 Président de la Commission des Nations Unies sur les sociétés transnationales, à sa douzième session.
- 1981 Président de la Commission de vérification des pouvoirs de la Conférence de l'Organisation des États américains qui a adopté la Convention de Caracas en matière d'extradition.

Expérience professionnelle

- Depuis 1972 Conseiller principal auprès du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur et d'autres ministères pour les questions de droit international; et représentant de la Jamaïque aux négociations conventionnelles menées dans le cadre de l'ONU aux échelons multilatéral, régional et sous-régional.
- Conseiller du Procureur général pour les affaires concernant le droit constitutionnel, les relations professionnelles et autres affaires dont la Cour suprême, la Cour d'appel et le Conseil privé sont saisis. A représenté le ministère public dans la première affaire d'extradition en Jamaïque et a représenté le Procureur général au niveau de la procédure d'habeas corpus dans presque toutes les affaires d'extradition dont la Cour suprême siégeant au complet a été saisie depuis 1962. Chargé de :
- Formuler la position jamaïcaine concernant la négociation des traités relatifs aux investissements bilatéraux; aux délimitations maritimes; à la pêche; à la propriété intellectuelle (Copyright, marques de fabrique, brevets); et à l'environnement, en particulier

la pollution marine; à l'assistance et la coopération techniques; aux privilèges et immunités; et aux autres questions relatives au droit international;

- Formuler des recommandations pour la ratification de ces traités par la Jamaïque ainsi que pour la négociation de ces instruments.

Depuis 1972 Conseiller juridique du Gouvernement jamaïcain pour les questions relatives au Marché commun de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

1991, 1995 A représenté la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans des affaires dont la Cour interaméricaine des droits de l'homme était saisie.

1996 Examineur extérieur pour un cours portant sur certaines questions de droit international à l'University of the West Indies (Université des Indes occidentales) (M. Sc. diplôme gouvernemental).

Chef de délégations chargées de négociations conventionnelles

Depuis 1993 Chef de la délégation jamaïcaine chargée de négocier avec le Canada le Traité relatif à l'assistance mutuelle pour la criminalité.

Depuis 1991 Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié le Traité sur la délimitation des limites maritimes avec la Colombie et Cuba et négocie actuellement un traité analogue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (pour ce qui est des îles Caïmanes) et le Nicaragua.

1992-1994 Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié un traité d'assistance mutuelle pour la criminalité avec les États-Unis d'Amérique.

Depuis 1989 Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié des traités bilatéraux en matière d'investissements avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie, la France, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine et la Chine et qui négocie actuellement un traité analogue avec le Canada.

1982-1983 Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié avec les États-Unis d'Amérique le Traité de 1983 en matière d'extradition.

Expérience diplomatique et participation à des conférences

Représentant de la Jamaïque :

- 1996 Conférence spécialisée tenue à Caracas, avec mission d'adopter le projet de Convention interaméricaine contre la corruption.
- Depuis 1972 Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Depuis 1972 Négociations touchant la création de la Communauté des Caraïbes et du Marché commun et aux réunions concernant les travaux de ces entités.
- 1994 Négociations touchant la création de l'Association des États des Caraïbes.
- 1991-1993 Groupe de travail de l'Organisation des États américains chargé de la rédaction de la Convention interaméricaine sur l'assistance mutuelle contre la criminalité.
- 1986 Réunion des ministres de la justice des États du Commonwealth tenue au Zimbabwe.
- 1986 Conférence du Commonwealth sur le droit organisée à la Jamaïque.
- 1986 Groupe de travail de la Commission des Nations Unies sur la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.
- 1985 Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur le Nouvel ordre économique international.
- 1985 Réunion régionale pour l'Amérique latine concernant le code de conduite pour les sociétés transnationales, tenue à Buenos Aires.
- 1983-1986 Session spéciale de la Commission des sociétés transnationales en vue de la rédaction d'un code de conduite pour les sociétés transnationales.
- 1983 Session annuelle de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).
- 1983 Groupe de travail des Nations Unies chargé de rédiger la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants.

- 1983-1994 Réunions des ministres de la justice des États du Commonwealth tenues au Sri Lanka.
- 1982 Réunion du CARICOM chargée de formuler des directives à l'intention des États Membres pour l'élaboration de traités bilatéraux en matière de protection des investissements.
- 1981 Conférence de l'Organisation des États américains (OAS) qui a adopté la Convention de Caracas sur l'extradition.
- 1977 Négociations concernant la Déclaration sur l'apartheid dans les sports.
- 1979 Conférence de l'Association américaine des juristes tenue à Kingston.
- 1978 et 1980 Comités de l'ONU créés en application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- 1975 Conférence tenue à Panama portant création du Système économique latino-américain (SELA).
- 1974-1982 Toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer – représentant de la Jamaïque au deuxième Comité (chargé de délimiter les juridictions nationales).
- 1974 Réunion du Groupe des 77 sur le droit de la mer, tenue à Nairobi.
- 1973 Réunion du Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, tenue à Genève.
- 1959 New York Mirror, Forum mondial de la jeunesse.

Participation à titre personnel

- 1995 Atelier du Groupe d'experts du PNUÉ sur le droit international de l'environnement en vue du développement durable.
- 1993 Atelier parrainé par le PNUÉ et la Convention interaméricaine sur l'assistance mutuelle contre la criminalité tenue à Mexico sur les conventions et législations en matière d'environnement en Amérique latine.
- 1992 Colloque sur une cour criminelle internationale ou autre juridiction, parrainé par l'Institut international supérieur de sciences criminelles.

- 1991 Au nom de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, atelier sur les droits des peuples autochtones, organisé à Mexico.
- 1989 En tant que membre, aux travaux de l'Advisory Committee of the Caribbean Law Institute Treaties Project pour l'Organisation des États des Caraïbes orientales.
- 1987 En tant que membre, aux travaux du Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement du PNUE – évaluation de l'impact sur l'environnement.
- 1986 Table ronde de Montreux sur le code de conduite des Nations Unies pour les sociétés transnationales.

Services de consultant juridique

- 1990 Au près du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales – auteur d'un document sur l'élaboration de directives à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes orientales pour la négociation de traités bilatéraux en matière d'investissement.
- 1988 Au près du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, afin de prêter une assistance juridique au Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis dans la délimitation de ses limites maritimes avec Antigua-et-Barbuda.
- 1988 Au près du PNUD, en vue d'élaborer un protocole relatif aux zones spécialement protégées ainsi qu'à la flore et à la faune de l'ensemble de la région des Caraïbes.
- 1987 Au près du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique afin de prêter une assistance juridique au Gouvernement des Îles Salomon en vue de la délimitation de ses limites maritimes avec Vanuatu.
- 1985-1988 Au près de la Société jamaïcaine nationale d'exportation.
- 1985 Au près du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales – auteur du document exposant la position des pays en développement sur la question du droit international dans l'élaboration d'un code de conduite pour les sociétés transnationales.

Conférences et séminaires

- 1994 Présentation d'un exposé au Séminaire de l'Association de l'Ordre des avocats jamaïquains, sur les nouveaux éléments de la loi d'extradition de 1991 (de la Jamaïque) et sur d'autres questions relatives à l'extradition.

- 1993 Présentation d'un exposé à l'École supérieure des études internationales à Genève, sur le droit de la mer et sur certaines questions concernant les Caraïbes.
- 1991 Présentation d'un exposé sur les travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme :
- À l'Université Saint-Thomas, à Miami (États-Unis d'Amérique);
 - À la Commission africaine des droits de l'homme en Gambie.
- 1990 En tant qu'animateur d'un séminaire sur les traités organisé par le Caribbean Law Institute, a présenté un exposé sur la négociation, la formulation et l'entrée en vigueur des traités.
- 1988 Animateur d'un séminaire sur les traités bilatéraux en matière de protection des investissements organisé à la Trinité-et-Tobago pour la région des Caraïbes par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.
- 1985 Animateur d'un séminaire sur l'établissement des rapports à présenter en application des conventions relatives au droit de la mer, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) à la Barbade à l'intention des diplomates et juristes des Caraïbes.
- 1984 Animateur d'un séminaire sur le droit de la mer organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Jamaïque à l'intention de responsables des pêcheries des Caraïbes.
- 1983 Animateur d'un séminaire organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Trinité-et-Tobago, à l'intention de jeunes diplomates des Caraïbes.
- 1982 Présentation d'un exposé sur les principales questions relatives au droit de la mer, lors d'un séminaire organisé par la Jamaican Geological Society et la Jamaican Society of Scientists and Technologists.

Affiliation à des organismes professionnels

Membre de l'Institut britannique du droit international et du droit comparé.

Membre de la Société américaine du droit international.

Distinction honorifique

1986 Commandeur de l'Ordre de la distinction (CD) – décerné par le Gouvernement jamaïcain pour services rendus dans le domaine du droit international.

Travaux de recherche et publications

1993 "Treaty negotiation, drafting, ratification and accession by CARICOM States", West Indian Law Journal, vol. 18, No 2.

1992 "The Inter-American human rights system", West Indian Law Journal, vol. 17, mai 1992.

1990 Pour le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales : Négociation et élaboration des traités dans la perspective des pays en développement, sous les auspices du Caribbean Law Institute.

Directives à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes lors des négociations relatives aux traités bilatéraux en matière d'investissements.

1989 Article intitulé "The Agreement establishing the Multilateral Investment Guarantee".

"Some legal issues", West Indian Law Journal, vol. 11, octobre 1987.

"Le droit de la mer dans la perspective des Caraïbes" dans International Law and Organization, publié sous la direction de B. G. Ramcharan et L. B. Francis (1989).

1986 "International Cooperation for the Control of drug abuse in the Americas legal regime", exposé présenté au Colloque sur la réforme juridique, parrainé par l'Organisation panaméricaine de la santé et le Jamaica National Council on Drug Abuse, Drug Abuse and Prevention and Control Project, à Kingston (mai 1986).

1985 "The Question of a Reference to International Law in the UN Code of Conduct on Transnational Corporations", document établi à l'intention du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et publié par le Centre en juillet 1986, en tant que premier numéro d'une série d'études (UNCTC Current Studies, série A, vol. 1) visant à favoriser une meilleure connaissance des sociétés transnationales, de leurs activités et de leur impact économique, juridique, politique et social – ultérieurement présenté à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit en 1986 et publié dans le West Indian Law Journal, vol. 10, octobre 1986, sous le titre "The Fear Of, and

Insistence On, a Reference to International Law in the United Nations Code of Conduct on Transnational Corporations".

"The June 1985 reconvened" special session on the Code of Conduct for Transnational Corporations, publié dans le CTC Reporter, No 20, automne 1985, du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.

- 1984 "The Commonwealth Scheme for the Rendition of Fugitive Offenders – A Critical Appraisal of Some Essential Elements", publié dans le numéro de juillet 1984 de l'International and Comparative Law Quarterly (vol. 33, Partie 3); présenté sous une forme modifiée à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit (1986).
- 1983 "La copropriété et la mise en valeur des ressources extraterritoriales (maritimes) de la région", exposé présenté à la sixième Conférence de l'American Association of Jurists et paru dans le West Indian Law Journal, vol. 10, mai 1986.
- 1982 "Les principales questions se posant à la Conférence sur le droit de la mer", Journal of the Geological Society of Jamaica, (décembre 1982).
- 1980 "The group of Landlocked and Geographically Disadvantaged States in the Third United Nations Conference of the Law of the Sea", exposé présenté à une réunion du Marché commun des Caraïbes rassemblant des personnalités spécialistes du droit de la mer, mais non publié.
- 1978 "Extradition – Jamaican case law and Need for reform", article publié dans West Indian Law Journal, mai 1978.
- 1973 "The Effects of the Existing Law of the Sea on the Development of the Caribbean Region and the Gulf of Mexico", document présenté à la Conférence Pacem in Maribus de Kingston (Jamaïque) en collaboration avec Ken Rattray et Allan Kirton et publié dans Pacem in Maribus IV – 1973 Caribbean Study Project Working Papers.
- 1970 "L'article 62 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités – Clausula Rebus Sic Stantibus – Fundamental Change of Circumstances", document composé à l'Académie de droit international de La Haye grâce à une bourse d'étude des Nations Unies.
- 1970 "No case to answer in a criminal case – Incidence and Degree of Proof", article non publié.

SCHWEBEL, Stephen M.

(États-Unis d'Amérique)

[Original : anglais]

(Juge à la Cour internationale de Justice depuis le 15 janvier 1981; réélu à compter du 6 février 1988; membre de la chambre constituée pour connaître de l'affaire de la Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique), 1981-1984, et de la chambre constituée pour connaître de l'affaire de l'Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI), 1987-1989; Vice-Président de la Cour depuis février 1994).

Né à New York le 10 mars 1929.

B. A. d'administration publique (mention bien), Université Harvard (1950); études de droit international, Université de Cambridge (1951); LL. B., faculté de droit de l'Université de Yale (1954); doctor honoris causa de l'Université de Bhopal, Inde (1982).

Inscrit au barreau de l'État de New York (1955), de la Cour suprême des États-Unis (1965) et du district de Columbia (1976).

Avocat, cabinet White and Case, New York (1954-1959).

Professeur assistant de droit à l'Université Harvard (1959-1961). Professeur de droit international, puis titulaire de la chaire de droit international et organisations internationales à l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins, Washington (D. C.) (1967-1981). Chargé de cours ou professeur à l'Université de Cambridge (1957, 1983), à l'Université nationale d'Australie (1969), à l'Académie de droit international de La Haye (1972), à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève (1980) ainsi qu'à près de 25 autres universités ou instituts, tant aux États-Unis que dans d'autres pays.

Conseiller juridique adjoint au Département d'État (1961-1966); Assistant spécial du Secrétaire d'État adjoint pour les questions relatives aux organisations internationales (1966-1967); consultant au Département d'État (1967-1973); conseiller en droit international (1973-1974); puis conseiller juridique adjoint (1974-1981) au Département d'État.

Conseiller juridique de la délégation des États-Unis et représentant suppléant à la Sixième Commission lors de plusieurs sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1961-1965). Représentant des États-Unis et Président de la délégation des États-Unis, notamment au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1964), au Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (1971) et au Groupe de travail de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) chargé d'élaborer la charte des droits et devoirs économiques des États (1973-1974).

Membre de la Commission du droit international de l'ONU (1977-1981). Président du Comité de rédaction de la Commission (1978); Rapporteur spécial sur le droit

relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation (1977-1981).

A participé comme représentant associé, représentant, conseil ou agent adjoint des États-Unis à plusieurs affaires portées devant la Cour internationale de Justice (1962-1980).

Vice-Président et Directeur exécutif de l'American Society of International Law (1967-1973). Président honoraire (1996-).

Président du Tribunal administratif du Fonds monétaire international (1994-)

Membre du comité de rédaction de l'American Journal of International Law (1967-1981). Président du comité consultatif de rédaction d'International Legal Materials (1967-1973).

Président du conseil de contrôle du concours Telders du Tribunal-école de La Haye pour le droit international (1993-).

Membre de l'Institut de droit international, de l'American Society of International Law, de la section américaine de l'International Law Association, de l'American Bar Association et du Council on Foreign Relations. Membre honoraire de la Société indienne de droit international. Membre du Comité consultatif international du Centre de recherche en droit international de l'Université de Cambridge. Membre du Conseil des électeurs à la chaire Whewell de droit international de l'Université de Cambridge. Membre du Board of Overseers' Committee to Visit the Harvard School.

Publications : The Secretary-General of the United Nations: His political powers and practice (1952); The Effectiveness of International Decisions (1971) (rédacteur en chef); "Aggression, intervention and self-defense in modern international law", Recueil des cours, Académie de droit international de La Haye (1972); rapports à la Commission du droit international sur le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation; International arbitration: Three salient problems, 1987; Justice in international law, 1994; une centaine d'articles, notes et critiques de livres parus dans des publications juridiques et autres. Assistant de recherche et de rédaction de Trygve Lie, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lorsque celui-ci écrivait In the cause of peace, 1954.

SHAHABUDDEEN, Mohamed

(Guyana)

[Original : anglais]

Renseignements personnels

Né le 7 octobre 1931 à Vreed-en-Hoop (Guyana).

Citoyen guyanien.

Études

Diplôme des Inns of Court de Londres, mai 1952.

Licence de droit (Londres, 1953).

Admission au barreau (Middle Temple, Londres), février 1954.

Maîtrise de droit (Londres, 1958).

Licence de sciences économiques (Londres, 1959).

Avocat de la Couronne, mars 1966 (avocat principal à partir de février 1970).

Doctorat (Londres, 1970).

Doctorat en droit (Londres, 1986).

Doctorat en droit, honoris causa (University of the West Indies), 1992.

Membre honoraire de l'Ordre des avocats, Middle Temple, 1993.

Postes occupés au Guyana

Conseiller, cabinet privé (1954-1959).

Magistrat (1959-1959).

Conseiller de la Couronne (1959-1962).

Conseiller juridique de la Couronne (1962-1973) (juge à la cour d'appel à partir de mai 1971).

Procureur général (1973-1987)

Ministre de la justice (1978-1987).

Ministre des affaires étrangères par intérim, pour de courtes périodes (1978-1987).

Autres postes ministériels, notamment Premier Vice-Premier Ministre et Vice-Président.

Fonctions actuelles

Juge à la Cour internationale de Justice (depuis le 6 février 1988).

Expérience professionnelle

Cabinet privé (Guyana) (1954-1959).

Magistrature (Guyana) (1959-1987).

A exercé auprès de toutes les instances civiles et pénales du Guyana (1954-1987).

En tant que Conseiller juridique de la Couronne et ensuite Procureur général, a conseillé le Gouvernement pendant 25 ans, notamment sur les questions de droit international revêtant une grande importance pour le Guyana.

Ministre de la justice (1978-1987).

Expérience judiciaire à la Cour internationale de Justice (depuis le 6 février 1988).

Autres charges exercées

Ministre guyanien des affaires étrangères par intérim, pour de courtes périodes (1978-1987).

Membre du Council of Legal Education of the Commonwealth Caribbean (1973-1987).

Membre de la délégation guyanienne à l'Organisation des Nations Unies (1972).

Membre (avec rang d'ambassadeur) de la Commission mixte de délimitation des frontières entre le Guyana et le Venezuela (1966-1970).

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Guyana (1963-1965).

Membre des délégations guyaniennes à de nombreuses négociations et conférences internationales (1962-1987), notamment :

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1977) – chef de la délégation guyanienne.

Conférences au sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth tenues à Lusaka (1979), Melbourne (1981), New Delhi (1983), Nassau (1985) et Vancouver (1987).

Sommet Nord/Sud de Cancun (1981).

Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Sainte-Lucie, décembre 1981) – chef de la délégation guyanienne.

Réunions des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (Georgetown, 1972 et New Delhi, 1981).

Réunion des membres du Bureau de coordination des pays non alignés (Alger, 1981) – chef de la délégation guyanienne.

Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés (New Delhi, 1983).

Conférences des chefs de gouvernement des pays des Caraïbes membres du Commonwealth, tenues à Ocho Rios (1982), Port of Spain (1983), Nassau (1984), Georgetown (1986) et Sainte-Lucie (1987).

Réunions des ministres de la justice du Commonwealth à Lagos (1975), à la Barbade (1980), au Sri Lanka (1983) et à Harare (1986) – chef de la délégation guyanienne.

Conférence juridique du Commonwealth (Hong-kong, 1983).

Appartenance à diverses organisations

Avant d'accéder à la magistrature, barreau guyanien, qui fait partie de l'Organisation of Commonwealth Caribbean Bar Associations.

Conseil d'administration de l'Université du Guyana (1963-1965).

Council of Legal Education of the Commonwealth Caribbean (1973-1987).

Commonwealth Association of Legislative Counsel (1983).

Société américaine de droit international (Président, Jessup International Law Moot Court, Washington, 1991).

Association de droit international (membre, Siège).

Institut de droit international (membre associé).

Société française pour le droit international (membre associé).

International Academy of Comparative Law (membre associé).

Comité consultatif de la Société africaine de droit international et comparé.

Indian Society of International Law (membre honoraire à vie).

Comité consultatif du European Journal of International Law.

Board of Electors du Whewell Professorship of International Law de l'Université de Cambridge (1994-1998).

Publications

The legal system of Guyana (Georgetown, 1973).

Constitutional development in Guyana, 1621-1978 (Georgetown, 1978).

Nationalisation of Guyana's bauxite, 2e éd. (Georgetown, 1981).

From plantocracy to nationalisation: A profile of sugar in Guyana (Georgetown, 1983).

Precedent in the World Court (Cambridge University Press, à paraître).

Rapports, articles et autres documents

"The Role of the Lawyer in Developing Guyana" (Georgetown, 1974).

"Towards Industrial Justice in Guyana" (Georgetown, 1974).

"Law reform in Guyana", Guyana Bar Association Review, décembre 1981.

"Refresher courses: Compulsory or optional?", Proceedings of the Commonwealth Law Conference, Hong-kong, septembre 1983.

"Slavery and historiographical Rectification", Proceedings of the International Round Table to Commemorate the 150th Anniversary of the Abolition of Slavery in the Anglophone Caribbean, exposé prononcé devant le Guyana Commemoration Committee, à l'UNESCO, 1985.

"The ICJ: First Impressions", discours prononcé au Research Centre for International Law, Cambridge University, février 1991.

"The ICJ: An end to underemployment", Proceedings of the American Society of International Law, avril 1991.

"The ICJ: Selected aspects", discours prononcé à Columbia University, avril 1991.

"The ICJ: The integrity of an idea", International Law in Transition, Essays in Memory of Judge Nagendra Singh (1992), p. 341.

"The ICJ: The Road to Universality", discours prononcé devant le Council of Legal Education of the Commonwealth Caribbean, Trinité-et-Tobago, 21 février 1992.

"The International Court of Justice: The View from the West Indies", discours prononcé devant la Law Association of Trinidad and Tobago, 5 décembre 1992.

"Developing countries and the idea of international law", Essays in Honour of Wang Tieya (publié sous la direction de R. St. J. Macdonald), 1993, p. 72.

"Municipal Law Reasoning in International Law", Fifty Years of the International Court of Justice, publié sous la direction de Vaughan Lowe et Malgosia Fitzmaurice (Cambridge, 1996), p. 90 à 103.

"The International Court of Justice: Image, mission, mandate", The First Taslim Elias Memorial Lecture, Nigerian Society of International Law, 19 mai 1994.

"The International Court of Justice – Towards the 21st Century", Harvard University, octobre 1994.

"The Hersch Lauterpacht Memorial Lectures", Cambridge University, novembre 1994.

"The World Court at the Turn of the Century", Leiden Journal of International Law, à paraître.

Opinions individuelles (CIJ)

Accord relatif au Siège (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1988, p. 12, aux pages 57 à 64).

Actions armées frontalières et transfrontalières (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1988, p. 69, aux pages 133 à 156).

Incident aérien du 3 juillet 1988 (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1989, p. 132, aux pages 145 à 160).

Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime, Composition de la Chambre (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1989, p. 162, aux pages 165 à 172).

Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1989, p. 177, aux pages 212 à 221).

Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime, Requête à fin d'intervention (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1990, p. 3, aux pages 18 à 62).

Sentence arbitrale du 31 juillet 1989, Demande en indication de mesures conservatoires (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1990, p. 64, aux pages 74 à 78).

Passage par le Grand-Belt (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1991, p. 12, aux pages 28 à 36).

Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal) (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1991, p. 53, aux pages 106 à 119).

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni), Demande en indication de mesures conservatoires (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1992, p. 3, aux pages 28 à 32).

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (États-Unis d'Amérique c. Jamahiriya arabe libyenne), Demande en indication de mesures conservatoires (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1992, p. 14, aux pages 140 à 142).

Certaines terres à phosphate à Nauru (Nauru c. Australie), Exceptions préliminaires (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1992, p. 240, aux pages 270 à 300).

Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège) (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1993, p. 38, aux pages 30 à 210).

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide [Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro)], Nouvelles demandes en indication de mesures conservatoires (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1993, p. 325, aux pages 353 à 369).

Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad) (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1994, aux pages 42 à 48).

Affaire de la délimitation maritime et des questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn), Juridiction et admissibilité (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1995, p. 83, aux pages 51 à 66).

Timor oriental (Portugal c. Australie) (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1995, p. 90, aux pages 119 à 128).

Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France) (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1995, p. 288, aux pages 312 à 316).

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), Demande en indication de mesures conservatoires, 15 mars 1996 (CIJ, Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances).

Distinctions honorifiques nationales

Order of Excellence (O.E.) (1988) – (distinction la plus élevée).

Order of Roraima (O.R.) (1980) – (deuxième distinction).

Cacique's Crown of Honour (C.C.H.) (1970) – (troisième distinction).

VERESHCHETIN, Vladlen Stepanovich

(Fédération de Russie)

[Original : anglais et russe]

Renseignements personnels

Né le 8 janvier 1932 à Briansk (URSS).

Marié, une fille.

Fonction actuelle

Juge à la Cour internationale de Justice (depuis janvier 1995).

Formation juridique et activités professionnelles

Diplômé de la faculté de droit international de l'Institut des relations internationales de Moscou (1954).

Études de troisième cycle en droit international au même Institut (1955-1958).

Licencié en droit (1959).

Docteur en droit (1976).

Professeur de droit international (1982).

Collaborateur du Présidium de l'Académie des sciences de l'URSS (1958-1967).

Premier Vice-Président et Conseiller juridique d'Intercosmos auprès de l'Académie des sciences de l'URSS (1967-1981).

Directeur adjoint et chef du Département de droit international de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences de Russie, Moscou (1981-1995).

Président du Conseil scientifique de droit international et de droit comparé à l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences de Russie (1981-1995).

Professeur de droit international à l'Université de l'amitié entre les peuples, Moscou (1979-1982).

Professeur invité de droit international, titulaire de la Brennan Chair of Law à la faculté de droit de l'Université d'Akron (États-Unis) (1991).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1984).

Membre ou chef de délégations soviétiques au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et à son Sous-Comité juridique (ONU) (1979-1990).

Membre de la Commission du droit international (ONU) (1992-1994), Président de la Commission (1994).

A donné des cours et des conférences sur la théorie du droit international, le règlement pacifique des différends internationaux, le droit de la mer, le droit spatial et le droit des organisations internationales à l'Institut des relations internationales, à l'Académie de diplomatie et à l'Université de l'amitié entre les peuples (Moscou), à l'Institut juridique de Sverdlovsk, à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique (Grèce), à l'Université européenne à Florence (Italie), dans les Universités d'Akron et du Mississippi (États-Unis d'Amérique) et à l'Institut de droit international public et privé de La Haye (Pays-Bas).

A présenté des exposés sur diverses questions de droit international à divers congrès et conférences internationaux.

Membre des comités de rédaction de la Revue juridique russe, de la Revue européenne de droit international (Italie) et du Journal of Space Law (États-Unis).

Activités publiques

Vice-Président de l'Association russe (ex-soviétique) de droit international (depuis 1985).

Vice-Président de l'Association russe (ex-soviétique) pour les Nations Unies (depuis 1984).

Vice-Président, Directeur honoris causa de l'Institut international de droit spatial (depuis 1978).

Membre du Comité des politiques et des finances de l'Association de droit international (depuis 1990).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international de droit aérospatial, Université de Leyde (depuis 1995).

Distinctions

Ordres soviétiques : Médaille d'honneur (1967), Amitié des peuples (1975), Révolution d'octobre (1981).

Maître émérite des sciences de la Fédération de Russie (1995).

Diplôme d'honneur de l'Académie des sciences de Berlin (1978) et de l'Académie des sciences bulgare (1979).

Diplôme d'honneur de l'Institut international de droit spatial en hommage à son oeuvre dans les domaines du droit et de la diplomatie internationaux (1995).

Principales publications

Livres

La liberté de navigation en haute mer (en russe) (Moscou, 1958).

Espace, coopération, droit (en russe) (Moscou, 1974).

La coopération internationale dans l'espace (questions juridiques) (Moscou, 1977, traduit du russe en anglais, aux États-Unis, en 1981).

Problèmes juridiques posés par les vols d'engins spatiaux habités (en russe) (Moscou, 1986) (coauteur chargé d'éditer l'ouvrage).

Prévention d'une course aux armements dans l'espace (sous l'angle du droit international), (en anglais) (Genève, 1986).

Système global de sécurité internationale et droit international (en russe) (Moscou, 1987) (coauteur chargé d'éditer l'ouvrage).

Faits nouveaux en droit spatial (en russe) (Moscou, 1990) (coauteur chargé d'éditer l'ouvrage).

Perestroïka et droit international. La conception anglaise et la conception soviétique du droit international (en anglais) (Édimbourg, 1990) (coauteur).

Droit international (manuel destiné aux établissements d'enseignement supérieur), publié sous la direction de G. I. Tunkin (en russe), 1982 (1re édition) et 1994 (2e édition), (en anglais), 1990 (coauteur).

De la coexistence à la coopération. Le droit international et l'organisation internationale après la guerre froide (en anglais) (Pays-Bas, 1991) (coauteur chargé d'éditer l'ouvrage en collaboration avec d'autres auteurs).

Cours de droit international, en sept volumes (en russe) (Moscou, 1989-1993) (rédacteur en chef adjoint du cours et coauteur).

Articles

Le droit international, cours en sept volumes (Moscou, 1989-1993) (en russe). Rédacteur en chef-adjoint du cours et coauteur.

Plus de 150 articles et sections d'ouvrages collectifs sur la théorie du droit international, le droit de la mer, le droit spatial, le droit de la responsabilité des États, le droit pénal international et le droit constitutionnel comparé, dans des revues de droit publiées en Fédération de Russie, en Bulgarie, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Inde, en Italie, au Canada, aux Pays-Bas, en France, aux États-Unis, au Japon et ailleurs.

Parmi les travaux les plus récents : "Le droit international dans un monde interdépendant" (avec R. Mullerson), publié dans le Columbia Journal of Transnational Law, 1990; "Le domaine commun du droit dans le monde contemporain", revue soviétique de droit international, 1991; "Tribunal pénal

international : nouvelles perspectives?", dans la Revue de droit international de Moscou, 1993; "Risques de dommage à l'environnement causé par des activités spatiales et moyens juridiques de limiter ces risques", dans la revue Diritto dello spazio. Recenti sviluppi e prospettive (Padoue), 1994; "Nouvelles étapes dans la codification du droit de la responsabilité des États" (Annuaire russe de droit international, 1994); "Quelques réflexions sur la nouvelle proposition relative au règlement des conflits" (Revue européenne de droit international, 1994); "Les prochaines étapes en droit spatial international (Perspectives on International Law) (Kluwer Law International, 1995); "Les nouvelles constitutions et le vieux problème des rapports entre le droit international et le droit interne" (Revue européenne de droit international) (sous presse).
